

Brest-Litovsk

Etat prolétarien et guerre

Sommaire

Les orientations de la révolution russe dans une phase décisive (Avanti !, édition romaine, n°142, 24 mai 1918).

Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste, suivies d'une Postface (Lénine, janvier 1918, in Œuvres, t. 26, pp. 464-473).

Etat prolétarien et guerre (in Battaglia comunista, 1950, n° 14).

Extrait de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, 1^{ère} partie (« Lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions »), paragraphes 110 à 113 (réunion de Naples, avril 1955).

Annexes : extraits de l'ouvrage de Edward Hallett Carr, *La révolution bolchevique*, t. III, ch. 21 : « D'octobre à Brest-Litovsk ».

Annexe 1. La situation dans l'hiver 1917-18.

Annexe 2. De la signature à la ratification du traité de Brest-Litovsk : le quatrième congrès pan-russe des soviets (mars 1918).

LES ORIENTATIONS DE LA RÉVOLUTION RUSSE DANS UNE PHASE DÉCISIVE¹

L'invasion allemande en Russie² a posé deux grandes questions, l'une de principe, l'autre factuelle. La guerre contre un pays à régime bourgeois impérialiste est-elle admissible de la part d'un pays à régime socialiste ? Et l'acceptation des conditions allemandes de paix par le gouvernement des Soviets fut-elle guidée par des raisons de principe, la première question ayant été tranchée négativement, ou bien seulement par des considérations pratiques et techniques quant à l'impossibilité de résister sérieusement à l'envahisseur ?

La deuxième question ne doit pas être prise à la légère. Il s'agit de vérifier si – comme semble le croire le camarade Nado³ de l'"*Avanti!*" – le gouvernement prolétarien russe prépare vraiment une offensive militaire contre les empires centraux, ce qui ne manquerait pas d'influer fortement sur l'attitude des partis socialistes des autres pays, du nôtre en premier.

En prenant ces propos à la lettre, on risque entre autres, au cas où les bourgeoisies de l'Entente subiraient la pire des déconvenues quant à cette éventualité, de contribuer à ce que les maximalistes russes⁴ soient à nouveau accusés de connivence avec les Allemands.

D'autre part, la question générale, de principe, est de très grande importance pour le socialisme international et pour notre propagande. Une polémique concernant guerre et révolution⁵ s'est déroulée il y a quelques mois entre *L'Avanguardia* et *Guerra di classe*⁶. Il faut bien constater qu'anarchistes et syndicalistes sont presque tous des enrégés de la "guerre sainte révolutionnaire", laquelle appartient, pour donner clairement notre humble avis, au royaume de la légende.

L'ACTION DES MAXIMALISTES

La ligne historique sur laquelle s'est déployée et se déploie encore l'action politique des socialistes maximalistes russes depuis le moment où, persécutés et exilés, ils luttèrent contre

¹ Article signé des initiales A.B., reproduit in *Amadeo Bordiga Scritti 1911-1926*, vol.2, Graphos, 1998, sous la dir. de Luigi Gerosa, p. 536. L'article comporte de nombreux passages censurés.

² Pour une vue d'ensemble de la situation internationale, des rapports de force et des événements qui ont conduit les bolcheviks à accepter les conditions de paix qui leur ont été imposées à Brest-Litovsk, nous renvoyons aux articles et discours de Lénine, en particulier ceux de la période de janvier à juillet 1918 (t. 26 et 27 des *Œuvres*) ainsi qu'aux textes de Trotsky cités plus loin.

³ Une note des *Scritti*, op. cit., précise qu'on ignore qui écrivait sous ce pseudonyme. Nado, auteur de la brochure "Bolchevisme et régime des Soviets en Russie" parue en 1920 aux éditions de l'*Avanti !*, avait exposé sa thèse d'une offensive imminente de la Russie soviétique contre l'impérialisme allemand dans une série d'articles de l'*Avanti !* parus en mars 1918.

⁴ Les bolcheviks.

⁵ Ital. : *la rivoluzione-guerra*.

⁶ Allusion à une polémique menée dans le journal de la jeunesse socialiste, *L'Avan-guardia*, contre les positions anarcho-syndicalistes de *Guerra di classe* allant dans le sens d'un défensisme patriotique "de gauche" après la défaite italienne à Caporetto en octobre 1917 (voir l'introduction de L. Gerosa, op. cit., p.XCIV-XCIX).

le tsarisme, est la mise en avant du facteur historique qu'est la lutte des classes, axe du socialisme révolutionnaire marxiste. Ils sont restés fidèles à leur conception et à leur méthode après le déclenchement de la guerre européenne, après la chute de l'autocratie tsariste et après le grand succès que fut la prise du pouvoir par les Soviets. Lors des négociations de Brest-Litovsk, tout le travail des émissaires russes visait précisément à mettre en évidence la dynamique des énergies de la classe prolétarienne dans tous les pays afin de parvenir à briser le terrible étau de la guerre. Ils ne parlaient certes pas aux diplomates allemands en vertu de l'efficacité militaire d'une armée mais en prenant appui sur les forces latentes gisant au cœur de la situation politique des empires. L'action pratique des Russes lors de ces pourparlers historiques est en parfaite adéquation avec les résultats de l'interprétation purement socialiste de l'actuelle situation mondiale. Dans cette optique, le cataclysme guerrier n'est pas provoqué ni expliqué par le "militarisme" existant chez un seul Etat qui aggraverait les autres mais par la présence simultanée de deux militarismes analogues chez deux groupes hostiles d'Etats. Dans chaque pays, le gouvernement obtient l'assentiment et la passivité des masses par une méthode sensiblement identique : en agitant le spectre de l'agression et de l'invasion ennemie. En ce fatal mois d'août 1914, le cercle infernal s'était bien refermé sur l'Europe sous l'effet de l'acceptation par les socialistes du sophisme qui légitimait aux yeux des masses ouvrières la guerre de "défense nationale".

L'EFFORT DES RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES

L'effort des révolutionnaires russes visait à rompre ce terrible cercle afin de passer de l'écroulement du militarisme tsariste agressif à la défaite du militarisme des empires centraux en dévoilant ses méfaits devant la classe ouvrière allemande. Sur cette voie suivie avec résolution, les événements se précipitent. Face à la non-acceptation de ses propositions de paix, le gouvernement des Soviets rompt les négociations avec ceux de la Quadruple Alliance⁷ tout en lançant un ultime appel à la révolution socialiste en Allemagne et en Autriche ; prenant une décision extrême mais logique, il démobilise son armée⁸.

Cette tactique si difficile à comprendre pour les esprits bornés, et pourtant si simple, a-t-elle subi un échec définitif ? Les prémisses historiques sur lesquelles elle reposait ont-elles été démenties du fait que les Allemands, qui semblaient d'abord ébranlés⁹, se sentirent sûrs d'eux au point de rompre l'armistice, reprendre leur offensive militaire et leur progression en Russie dans le but d'imposer une paix impérialiste favorable à leurs intérêts ?

LES ÉVÉNEMENTS ANNEXES

Nous pensons qu'il faut chercher les causes qui rendirent possible un tel état de choses dans des événements annexes qui éclairent la ruine partielle de l'espoir des Russes sans rien enlever à la justesse et à la vérité de leur méthode d'action qui attend de l'histoire

⁷ L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman, la Bulgarie. Les pourparlers de paix furent interrompus par Trotsky le 10 février.

⁸ Entre le 28 janvier et le 10 février 1918.

⁹ Le 25 décembre 1917, les puissances centrales avaient accepté la proposition qui leur était faite d'une paix sans annexion ni indemnité.

d'inéluctables revanches¹⁰. Toute la politique des Soviets, en particulier leur décision de démobiliser, n'a pas manqué de contrarier l'avidité de l'impérialisme allemand, même si le résultat immédiat semble lui être favorable à cause de l'influence d'autres facteurs ; essayons de les définir succinctement :

1) malgré leur importance indéniable, les mouvements de janvier en Autriche et en Allemagne, dont les Russes ont fait une partie intégrante de leur action politique, furent étouffés et réprimés¹¹ ;

2) les Etats bourgeois adversaires de l'Allemagne adoptèrent, s'agissant de la Russie, une politique favorable aux empires centraux, ce qui ne saurait nous étonner¹² ;

3) Allemagne et Autriche parvinrent aisément à s'attirer l'alliance des classes bourgeoises et féodales de Finlande et d'Ukraine en lutte contre leur prolétariat. La conclusion de la prétendue paix avec l'Ukraine¹³ fut un rude coup porté aux efforts des négociateurs russes, un épisode symptomatique d'où il ressort de manière éclatante que la conduite *irrédentiste*¹⁴ des classes possédantes et intellectuelles n'est qu'un piège tendu au prolétariat et un simple ressort de la contre-révolution.

4) Le pseudo-socialisme majoritaire allemand a tellement progressé, ou plutôt il s'est envolé à une allure telle sur la voie de l'ultra-réformisme et du social-patriotisme qu'il est devenu la parfaite antithèse du maximalisme russe – c'est-à-dire simplement du socialisme – dont il verrait l'étranglement sans en être trop peiné.

Il paraît que le *Vorwärts*¹⁵, pour tourner en dérision ces prolétaires russes incapables de défendre leur patrie, est allé jusqu'à compatir avec eux ! Nous ne résistons pas à la tentation de saisir cette nouvelle occasion de vanter les mérites du dogme de "défense de la patrie" au nom duquel on justifie aussi bien la guerre contre les Etats ennemis, dépeints comme agresseurs du sien, que celle menée contre le prolétariat émancipé et désarmé d'un autre pays parce qu'il ose renier ledit dogme intouchable.

* * *

¹⁰ Lénine termine son discours concernant la ratification du traité de paix, au 4^e congrès des soviets de Russie, le 15 mars 1918, par ces mots : « Le temps travaille pour nous. Les impérialistes, repus, finiront par crever, et dans leur sein grandit un nouveau géant ; il grandit plus lentement que nous ne le voudrions, mais il grandit (...) » (*Œuvres*, t.27, p.205).

¹¹ Sur les grèves de janvier 1918 en Allemagne, voir P. Broué, *Révolution en Allemagne* (éd. de Minuit, 1971, p.111-118.)

¹² Voir Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, 1973, p.459 : « Nous avons tous, et Lénine comme moi, jusqu'à un certain point, cette impression que les Allemands avaient dû se concerter avec l'Entente pour détruire les soviets et préparer sur les ossements de la révolution russe la paix du front occidental ».

¹³ La paix séparée entre les empires centraux et la *rada* ukrainienne (Brest-Litovsk, 9 février 1918) fut signée à l'insu des bolcheviks. Voir à ce sujet *Scritti 2*, op.cit., introduction, pp. CIV sq., ainsi que Trotsky, *De la révolution d'Octobre au Traité de paix de Brest* (écrit durant les pauses entre les séances des négociations).

¹⁴ Depuis l'unification de l'Italie, l'irrédentisme désignait l'objectif d'annexion par l'Etat de tout territoire de langue italienne occupé par une puissance étrangère (essentiellement l'Autriche-Hongrie).

¹⁵ Organe historique de la social-démocratie allemande et, à l'époque, celui de la droite majoritaire.

Le fait tragique de la progression militaire allemande s'étant produit sans que le prolétariat des empires centraux y fasse obstacle, le gouvernement des Soviets était placé devant un terrible dilemme : soit accepter la paix qui abandonnait à l'impérialisme allemand quelques provinces russes déjà gagnées à la révolution ; soit organiser une résistance totale à l'armée d'invasion. On sait que la première option fut choisie. Mais il ne nous suffit pas de le savoir. Nous avons déjà souligné qu'il faut préciser les motifs qui, en l'occurrence, ont guidé la politique des Soviets. Les raisons de subir l'ordre allemand et de renoncer à résister par les armes furent-elles pratiques, techniques, ou bien politiques et de principe ?

L'examen de la question en elle-même et la critique des informations qui nous parviennent de Russie nous amènent à penser que cette deuxième catégorie de considérations a inspiré, ne disons pas toute la majorité du Congrès¹⁶, mais le gros de celle-ci constitué du parti des bolcheviks, à l'exception d'un groupe de dissidents¹⁷.

Tout d'abord, résoudre ce problème grâce aux seules données émergeant de la situation du moment relève d'une méthode anti-maximaliste que nous avons souvent reprochée à l'aile droite de notre parti et qui laisse l'avenir dangereusement incertain. Un parti comme celui des bolcheviks, ayant la responsabilité du pouvoir, ne pouvait trancher cette grave question historique au moyen d'une échappatoire éphémère.

Si, aux yeux du prolétariat russe, la situation démontrait la faillite de la politique maximaliste et la nécessité d'infléchir brutalement l'orientation de la révolution et d'abandonner la proposition d'étendre la lutte de classe révolutionnaire aux empires centraux pour déclarer et voir comme ennemis les travailleurs militarisés d'Allemagne et d'Autriche à l'encontre desquels l'unique moyen efficace de persuasion serait... la mitraille, si l'on en était arrivé là et si l'on avait renoncé à la lutte par crainte de la défaite militaire, alors les maximalistes auraient dû, parallèlement à ce double aveu, céder le pouvoir et abjurer solennellement et leur programme et leur méthode.

LES PARTISANS DE LA RÉSISTANCE

L'argument des partisans de la résistance selon lesquels la "guerre sainte" – sans parler de ses probabilités de victoire – serait une authentique lutte de classe du prolétariat russe contre l'impérialisme capitaliste, s'effondre si l'on constate le fait que les armées de l'impérialisme sont malheureusement formées de prolétaires, et revient à cautionner la thèse interventionniste qui met le peuple allemand au ban de l'Internationale et du Socialisme¹⁸. L'adoption de telles idées devrait aussi modifier sensiblement l'orientation de notre parti en Italie. Au contraire, tout porte à penser que les révolutionnaires russes, informés par les multiples circonstances permettant encore à l'impérialisme allemand de compter, *jusqu'à un certain point*, sur la docilité du prolétariat, ont laissé les bataillons

¹⁶ Il s'agit vraisemblablement du 4^e congrès extraordinaire des soviets de Russie, qui se tint le 14-16 mars 1918 et ratifia le traité de paix du 3 mars (cf. *Œuvres*, t.27, p. 176-207).

¹⁷ Cf. *Struttura*, 1^{ère} partie, § 112, « La grave crise dans le parti ».

¹⁸ En Italie, on appelait *interventionnistes* les partisans de l'entrée en guerre de l'Italie au côté de l'Entente.

allemands atteindre *ce point* pour se ménager la possibilité d'attendre¹⁹ la "conversion" du peuple allemand, effaçant une fois pour toutes les traités impériaux et corrigeant, s'il ne les supprime pas totalement, les frontières imposées.

La tactique de la "guerre sainte" aurait au contraire creusé un abîme entre les deux populations et lié le peuple allemand au char de ses dirigeants, interposant ainsi des obstacles insurmontables entre la révolution russe et sa future extension historique, condition indispensable à son existence même ; elle aurait troublé le processus social intérieur d'élimination des institutions capitalistes en ouvrant la voie à un néo-nationalisme russe qui aurait asphyxié le socialisme.

LES ESPOIRS DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie mondiale attendait anxieusement l'issue de la terrible épreuve à laquelle le prolétariat russe était soumis. La mentalité bourgeoise et philistine qui rumine à sa façon une histoire digne des classes de collège, concoctée pour elle dans le fiel des commentaires banals de la grande presse, aurait, d'un même mouvement, exalté l'héroïsme du peuple russe soulevé contre l'envahisseur de la patrie et se serait réjouie de l'avancée allemande restaurant sur sa route l'ordre sacré de la propriété. Et tandis que chaque matin les journaux rapportaient la nouvelle que les Allemands étaient aux portes de Petrograd, circulaient déjà les parallèles les plus romantiques avec l'épopée guerrière de la révolution française. Mais – pour ne faire qu'effleurer cette intéressante comparaison – la tendance nationale et l'esprit patriotique étaient inhérents à la révolution bourgeoise tandis que la révolution socialiste respire l'oxygène de l'internationalisme.

La France de 1793 faisait face aux armées médiévales des rois et des nobles et les affronta avec la première armée populaire lorsque la Convention décréta la levée obligatoire, inaugurant ainsi l'ère historique de la bourgeoisie et du militarisme moderne ; de nos jours, la Russie proclame le nouveau programme politique du prolétariat et de l'Internationale ; elle obtiendra la solidarité des peuples du monde ou tombera pour avoir failli à sa mission.

SAUVER LA RÉVOLUTION !

Sauver la révolution, tel est le but des prolétaires russes. Or le salut de la révolution ne se mesure pas à ses dimensions territoriales mais bien plutôt à l'intégrité de son programme historique et social.

La révolution condamnée à faire la guerre : voilà le triomphe commun des empires centraux comme de l'Entente. La guerre est la fin certaine d'une révolution ouvrière parce qu'elle détruit le contenu vital de la politique socialiste et étouffe l'économie communiste elle-même.

Soustraire le prolétariat russe à l'extorsion de survaleur sera chose difficile tant que celle-ci se reproduira par échange de produits avec ceux du capitalisme survivant ailleurs,

¹⁹ Cette "attente" que Lénine invoqua maintes fois dans la lutte contre les partisans de la guerre révolutionnaire, Rosa Luxemburg la jugeait "suicidaire". Cf. *Questions d'actualité brûlantes* (août 1917) et *La tragédie russe* (sept. 1918).

mais deviendrait tout à fait impossible si l'on continuait à entretenir le passif effrayant des dépenses improductives qu'impose la guerre.

* * *

Quelques objections banales doivent être rejetées : celle par exemple que notre position serait tolstoïenne et qu'elle se ramènerait à la fameuse "non résistance au mal".

Il est à peine besoin de signaler que nous ne sommes pas animés par un préjugé abstrait hostile à l'usage de la violence ; il s'agit seulement de s'assurer de la nature des objectifs, des cibles admissibles de la violence socialiste. Celle-ci trouve sa dynamique dans le heurt des classes, non dans celui des peuples ; c'est la logique marxiste de la réalité, et non celle des abstractions chrétiennes, qui a évité aux "gardes rouges" d'être lancées contre les soldats allemands plutôt que contre les forces contre-révolutionnaires de Kornilov, lesquelles furent rapidement battues après la paix avec l'Allemagne, ayant perdu ainsi leur dernier atout²⁰.

[Passage censuré]

LE PROLÉTARIAT SOUS L'UNIFORME

[Idem]

Autre objection : le crime de lèse-zimmerwaldisme. Zimmerwald²¹ a dit : paix sans annexions ni indemnités et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Russes ont subi une paix contraire à ces principes qu'ils ont eux-mêmes mis à la base des négociations. Mais – ô éternel sophisme réformiste qui ressurgit opiniâtrement même quand on croit l'avoir enterré ! – cette formule ne représente qu'un aspect secondaire (superflu à notre avis) de la pensée des internationalistes rassemblés, lesquels, après avoir rappelé dans leur intégralité les concepts et les méthodes classiques du socialisme fondés sur l'abolition de la propriété capitaliste et sur la lutte de classe, malgré et contre la guerre, voulurent proposer une solution au conflit actuel plus conforme aux tendances et intérêts du prolétariat mondial tout en admettant l'hypothèse que, la guerre une fois terminée, le régime capitaliste subsisterait, hypothèse dont la Russie s'est brillamment débarrassée.

[Idem]

LE PRINCIPE HISTORIQUE DE L'INTERNATIONALISME

Bien plus que la formule contingente de Zimmerwald, ce que les Russes ont suivi et sauvé, c'est le principe historique internationaliste et zimmerwaldien que menaçait un des plus dangereux pièges auxquels il pût être exposé.

²⁰ Kornilov était sous le régime tsariste le commandant de la zone militaire de Petrograd, auteur d'une tentative ratée de putsch en juillet 1917 (qui aboutira à son arrestation), puis, à partir de février 1918, commandant d'une armée blanche de "volontaires" – quelques milliers d'anciens officiers de l'armée impériale –, dans le sud-ouest de la Russie ; il est tué peu après.

²¹ La conférence de Zimmerwald eut lieu en Suisse en septembre 1915. La majorité des participants étaient d'orientation pacifiste et centriste ; la gauche, avec Lénine, rejetait l'idée d'une lutte pour la paix et appelait à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile" contre la bourgeoisie.

[Idem]

Ce mot magique de *guerre* exerce le pouvoir évocateur particulier qu'une connaissance mystifiée de l'histoire humaine lui a conféré. Il est comme *l'ultima ratio*, ce qui reste pour se tirer des situations difficiles et pénibles qui exigent pour les surmonter une ténacité pleine de tourments, une tension exceptionnelle et permanente. Il est enfoui dans la stratification immémoriale des préjugés qui paralysent les esprits humains, dans l'héritage ancestral des exploits d'Alexandre qui trancha d'un coup d'épée le nœud gordien dont il ne parvenait pas à démêler les enroulements complexes. Dans le conflit en cours, les hommes et les partis de la société actuelle qui parlaient au nom de l'avenir tout en proposant une renaissance du monde présent, ont dû subir la dure épreuve, et bien souvent n'ont pas su la surmonter sans succomber au mensonge organisé des forces du passé en proie à des convulsions conservatrices extrêmes. Notre parti par exemple a souvent été exposé à ce péril : août 1914, mai 1915²², octobre 1917, sans parler des événements de second ordre.

[Idem]

LE RENONCEMENT À RÉSISTER

On nous opposera enfin que nos considérations ne coïncident pas avec les explications que les Soviets ont données de leurs actes et de leur renoncement à résister. Disons avant tout que les nouvelles nous parviennent de Russie après un trajet fort tortueux et subissent deux ou trois traductions entre des idiomes dont le lexique politique est très divers ainsi qu'une traduction encore plus problématique de la langue du socialisme et de l'action prolétarienne en celle du journalisme bourgeois.

Nous aimerions beaucoup disposer du texte authentique de la protestation des négociateurs russes à Brest-Litovsk et celui des délibérations du Congrès des Soviets ratifiant la paix à Moscou²³ ; nous sommes convaincus que la juste interprétation de ces documents mènerait à la conclusion que la nouvelle Russie a entendu répudier toute sorte de guerre nationale pour des raisons de principe et que, sous la forme d'une armée rouge territoriale, elle a forgé l'organisation armée du prolétariat afin de réprimer les mouvements contre-révolutionnaires ; et qu'elle ne songe nullement à préparer une guerre contre des pays étrangers.

Les toutes dernières nouvelles s'accordent encore mieux avec notre argumentation. Une communication du gouvernement des Soviets à l'adresse de l'Allemagne, reproduite par *l'Avanti !* du 7 avril contient le passage suivant qui explique la portée des délibérations de Moscou :

« Le 16 mars²⁴, par 724 voix contre 276 et 118 abstentions, les masses ouvrières de Russie ont décidé d'accepter la paix avec l'Allemagne. Jamais dans l'histoire mondiale les

²² Le 23 mai 1915, l'Etat italien renverse ses alliances et entre en guerre aux côtés de l'Entente.

²³ Le premier document est la « Déclaration de la délégation russe à Brest-Litovsk », lue par Trotsky le 10 février 1918. Nous ne disposons pas du second, mais l'article de Lénine sur le « *IVe congrès extraordinaire des Soviets de Russie*, in *Œuvres*, t.27, p. 175-207) en relate l'essentiel ; on peut se conférer aussi au livre de Edward Hallett Carr, *La révolution bolchevique*, t. III, ch. 21 : « D'octobre à Brest-Litovsk », dont nous citerons de nombreux passages dans les pages qui suivent.

²⁴ Quatrième congrès des Soviets.

masses populaires n'ont pris de résolutions politiques et statué sur les questions de paix et de guerre. En pleine conscience de leurs actes, les ouvriers sur lesquels pèse principalement, beaucoup plus que sur toutes les autres classes sociales, le poids des calamités et privations de la guerre, ont pris la résolution de mettre fin à la guerre ».

Il ressort de ce document qu'aux yeux des maximalistes, les délibérations de Moscou ont une valeur historique fondamentale et ne sont donc pas un expédient utilisé sous la pression des circonstances et contraire aux véritables tendances et aspirations politiques des masses russes.

En outre, le camarade Petrov, délégué du gouvernement russe à Berlin a fait cette déclaration au *Vorwärts*, traduite directement par notre *Genosse*²⁵ dans l'*Avanti !* du 6 avril :

« Nous sommes d'avis en Russie qu'en acceptant cette paix, nous n'avons pas agi contre nos camarades allemands et autrichiens.

En Russie, personne n'approuve ces conditions de paix et seul un gouvernement fort qui a gagné la confiance du pays par des réformes sociales pouvait conclure une paix devenue nécessaire. Mais nous n'attendons pas de la force militaire un quelconque changement dans ces conditions. Nous sommes au contraire convaincus que la transformation radicale de toutes les conditions découlant nécessairement de cette guerre nous donnera la possibilité de résoudre, avec nos camarades d'Allemagne et des autres pays, tous les problèmes nés de ce traité. »

[Idem]

²⁵ "Camarade" en allemand, pseudonyme de Gustavo Sacerdote ; traducteur de textes marxistes allemands, proche, après la guerre, de l'USPD et de la tendance serrattienne du PSI.

Lénine

Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste ¹

7/1/1918

1. L'état de la révolution russe est tel, à l'heure présente, que presque tous les ouvriers et l'immense majorité des paysans sont incontestablement en faveur du pouvoir des Soviets et de la révolution socialiste qu'il a commencée. Le succès de la révolution socialiste en Russie est assuré.

2. En même temps, la guerre civile provoquée par la résistance furieuse des classes possédantes, qui ont parfaitement conscience de se trouver devant la dernière et décisive bataille pour le maintien de la propriété privée de la terre et des moyens de production, n'a pas encore atteint son point culminant. La victoire du pouvoir des Soviets dans cette guerre est assurée, mais avant que la résistance de la bourgeoisie soit écrasée, il se passera inévitablement quelque temps encore, il faudra inévitablement une assez grande tension de forces, il y aura inévitablement une période de profond marasme économique et de chaos, comme dans toute guerre et surtout dans toute guerre civile.

3. En outre, cette résistance, considérée sous ses formes moins virulentes et non armées (sabotage, corruption des éléments déclassés, corruption des agents de la bourgeoisie qui s'insinuent dans les rangs des socialistes pour perdre la cause du socialisme, etc., etc.) s'est révélée si opiniâtre et susceptible de revêtir des formes si diverses que la lutte contre elle se prolongera inévitablement quelque temps encore ; il n'est guère probable qu'elle se termine dans ses formes principales, avant quelques mois. Or, sans une victoire décisive sur cette résistance passive et camouflée de la bourgeoisie et de ses partisans, le succès de la révolution socialiste est impossible.

4. Enfin, les tâches d'organisation qu'impose la transformation socialiste en Russie sont si vastes et si ardues qu'il faut aussi un temps assez long pour les réaliser, étant donné le grand nombre de compagnons de route petits-bourgeois du prolétariat socialiste et le niveau peu élevé de sa culture.

5. Toutes ces circonstances, prises dans leur ensemble, sont telles qu'il faut pour le succès du socialisme en Russie que s'écoule un certain laps de temps, quelques mois au moins, pendant lequel le gouvernement socialiste doit avoir les mains tout à fait libres pour triompher de la bourgeoisie d'abord dans son propre pays et pour mettre sur pied un travail d'organisation de masse en largeur et en profondeur.

6. L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être placé à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des Soviets, car la situation internationale, en cette quatrième année de guerre, est telle qu'on ne peut absolument pas prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand). Il

¹ Les thèses furent rédigées le 7 (20) janvier, la thèse 22, le 21 janvier (3 février). Publiées (sans la thèse 22) le 24 (11) février 1918 dans la *Pravda*. Signé : N. Lénine. Cf. *Œuvres*, t. 26, pp. 464-473.

est hors de doute que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire *définitive* du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique. Notre action de propagande en général et l'organisation de la fraternisation en particulier doivent être renforcées et élargies. Mais ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des hypothèses : la révolution socialiste se produira-t-elle ou non en Europe et notamment en Allemagne dans les six mois à venir ? (ou dans tout autre délai de même ordre). Comme il est absolument impossible de déterminer la chose, toutes les tentatives de ce genre équivaldraient, objectivement, à un jeu de hasard.

7. Les pourparlers de paix de Brest-Litovsk ont montré de toute évidence qu'à l'heure actuelle, au 7 janvier 1918, le parti militaire l'a incontestablement emporté au sein du gouvernement allemand (qui mène en laisse les autres gouvernements de la quadruple alliance). Pratiquement le parti militaire a déjà adressé un ultimatum à la Russie (il faut s'attendre, il est nécessaire de s'attendre d'un jour à l'autre à ce qu'il soit officiellement signifié). Cet ultimatum, le voici : ou bien la poursuite de la guerre, ou bien une paix annexionniste, c'est-à-dire la paix à condition que nous rendions tous les territoires que nous avons occupés, tandis que les Allemands conserveront tous les territoires qu'ils ont occupés et nous imposeront (sous couleur d'indemnité pour l'entretien des prisonniers) une contribution d'un montant approximatif de 3 milliards de roubles, payables en plusieurs annuités.

8. Le gouvernement socialiste de Russie se trouve placé devant une alternative qui exige de toute urgence une solution : ou bien accepter à présent cette paix annexionniste ou bien engager sur-le-champ une guerre révolutionnaire. Toute solution moyenne est en fait impossible. Aucun nouvel atermoiement n'est plus praticable, car nous avons *déjà* fait tout le possible et l'impossible pour faire traîner artificiellement les pourparlers.

9. Si nous examinons les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, nous trouvons d'abord celui-ci : une paix séparée serait aujourd'hui, objectivement, un accord avec les impérialistes allemands, un «arrangement impérialiste», etc. ; par conséquent, ce serait une rupture totale avec les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien.

Mais cet argument est manifestement faux. Les ouvriers qui perdent une grève et signent un accord pour la reprise du travail à des conditions désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes ne trahissent pas le socialisme. Ceux-là seuls trahissent le socialisme, qui troquent des avantages pour une partie des ouvriers contre des avantages pour les capitalistes ; seuls des accords de cette nature sont inadmissibles dans leur principe.

Celui qui appelle défensive et juste la guerre contre l'impérialisme allemand, tout en recevant on fait le soutien des impérialistes anglo-français et en cachant au peuple les accords secrets conclus avec eux, celui-là trahit le socialisme. Celui qui, ne cachant rien au peuple et ne concluant aucun traité secret avec les impérialistes, consent à signer des conditions de paix désavantageuses pour une nation faible, et avantageuses pour les impérialistes d'un groupe alors qu'à ce moment donné il n'a pas la force de poursuivre la guerre, celui-là ne commet pas la moindre trahison envers le socialisme.

10. Un autre argument en faveur de la guerre immédiate, c'est qu'en concluant la paix, nous sommes objectivement des agents de l'impérialisme allemand, car nous lui permettons de retirer les troupes de notre front, nous libérons des millions de prisonniers, etc. Mais cet

argument est lui aussi manifestement faux, car, à l'heure actuelle, la guerre révolutionnaire ferait objectivement de nous des agents de l'impérialisme anglo-français, en lui procurant des forces auxiliaires qui l'aideraient à atteindre ses objectifs. Les Anglais ont carrément offert à notre commandant en chef Krylenko cent roubles par mois et par soldat au cas où nous poursuivrions la guerre. Même si nous n'acceptons pas un seul copeck des Anglo-Français, nous les aiderons tout de même objectivement, en retenant une partie des troupes allemandes.

A cet égard, dans les deux cas, nous ne nous dégageons pas totalement de l'une ou de l'autre liaison impérialiste ; et il est évident d'ailleurs qu'on ne peut pas s'en dégager totalement sans renverser l'impérialisme mondial. La juste conclusion à tirer de là, c'est qu'à partir de la victoire du gouvernement socialiste dans un pays, il faut trancher les questions non pas du point de vue de la préférence à donner à tel ou tel impérialisme, mais exclusivement du point de vue des conditions les plus favorables au développement et au renforcement de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

Autrement dit : le principe qui doit maintenant servir de base à notre tactique n'est pas de savoir lequel des deux impérialismes il est préférable d'aider aujourd'hui, mais de savoir quel est le moyen le plus sûr et le plus efficace d'assurer à la révolution socialiste la possibilité de s'affermir ou tout au moins de se maintenir dans un seul pays, jusqu'au moment où d'autres pays viendront se joindre à lui.

11. On dit que les social-démocrates allemands hostiles à la guerre sont devenus aujourd'hui des « défaitistes » et qu'ils nous demandent de ne pas céder à l'impérialisme allemand. Mais nous n'avons admis le défaitisme que par rapport à la bourgeoisie impérialiste *nationale* ; quant à la victoire sur l'impérialisme étranger, victoire accessible grâce à une alliance formelle ou une alliance de fait avec un impérialisme « ami », nous l'avons toujours repoussée, comme une méthode inadmissible dans son principe et, d'une façon générale, inopérante.

Ce dernier argument n'est par conséquent qu'une variante du précédent. Si les social-démocrates allemands de gauche nous proposaient d'ajourner la paix séparée pour un laps de temps *déterminé*, en nous garantissant une action révolutionnaire en Allemagne dans l'intervalle, la question *pourrait* alors se poser pour nous autrement. Or, non seulement les Allemands de gauche ne parlent pas en ces termes, mais au contraire, ils déclarent formellement : « Tenez tant que vous pourrez, mais décidez la question en tenant compte de la situation de la révolution socialiste *russe*, car nous ne pouvons rien promettre de positif quant à la révolution allemande. »

12. On dit que nous avons nettement « promis » la guerre révolutionnaire, dans toute une série de déclarations du parti, et que conclure une paix séparée serait trahir notre parole.

C'est faux. Nous avons parlé de la *nécessité*, pour un gouvernement socialiste à l'époque de l'impérialisme, de « *préparer et mener* » la guerre révolutionnaire² ; nous en avons parlé

² Cf. *Quelques thèses*, in *Œuvres*, t. 21, pp. 418-419 : « Que ferait le parti du prolétariat si la révolution le portait au pouvoir dans la présente guerre ? Nous répondons que nous offririons la paix à *tous* les belligérants, à condition que soient libérés les colonies et *tous* les peuples dépendants, opprimés et lésés dans leurs droits. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre et la France, sous leurs gouvernements actuels, n'accepteraient cette condition. Nous serions alors obligés de préparer et de mener une guerre révolutionnaire, c'est-à-dire que non seulement nous appliquerions par les moyens les plus énergiques

pour combattre le pacifisme abstrait, la théorie de la négation totale de la «défense de la patrie » à l'époque de l'impérialisme, et enfin les instincts basement égoïstes d'une partie des soldats ; mais nous n'avons pas pris l'engagement de déclencher la guerre révolutionnaire sans tenir compte des possibilités de la faire à tel ou tel moment.

Aujourd'hui aussi nous devons à tout prix *préparer* la guerre révolutionnaire. Nous tenons cette promesse, comme nous l'avons fait d'ailleurs pour toutes celles qu'on pouvait tenir sur-le-champ : nous avons dénoncé les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix équitable ; nous avons fait traîner par tous les moyens et à maintes reprises les pourparlers de paix pour donner à d'autres peuples le temps de se joindre à nous.

Mais la question de savoir si l'on peut mener *tout de suite, sans attendre*, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

13. En résumant l'appréciation portée sur les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, il faut conclure qu'une telle politique répondrait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tiendrait aucun compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels au moment présent de la révolution socialiste déjà commencée.³

tout notre programme minimum, mais qu'aussi nous pousserions systématiquement à l'insurrection tous les peuples aujourd'hui opprimés par les Grands-Russes, toutes les colonies et les pays vassaux d'Asie (l'Inde, la Chine, la Perse, etc.) ; en même temps et au premier chef, nous appellerions à l'insurrection le prolétariat socialiste d'Europe contre ses gouvernements, malgré ses social-chauvins. »

³ Lénine reviendra sur cet aspect : « Leur journal [des communistes de gauche] porte le titre *Le Kommunist*, mais c'est *Le Gentilhomme* qu'il devrait s'appeler, car il considère les choses du point de vue du gentilhomme polonais qui disait, mourant en beauté, l'épée à la main : "La paix c'est la honte, la guerre c'est l'honneur." Ils raisonnent du point de vue du gentilhomme, et moi du point de vue du paysan. » (*Le VIIe congrès du PC(b)R*, in *Oeuvres*, t.27, p.102)

Mais dans les semaines qui vont suivre la critique de Lénine n'en restera pas là. « Si je dis qu'il est intéressant de discuter avec ces gens-là [le groupe des communistes de gauche], j'entends naturellement par discussion intéressante non pas la polémique, mais le fait que la question porte sur un débat tout à fait essentiel, capital (...). Nous retrouvons avant tout dans leurs thèses ce que nous voyons maintenant dans le parti socialiste-révolutionnaire, ce que nous voyons aussi à droite et dans le camp de la bourgeoisie, de Milioukov à Martov, à qui les difficultés de la situation actuelle de la Russie paraissent particulièrement pénibles, du point de vue de la perte de son rôle de grande puissance impérialiste, de sa transformation de vieille nation, d'Etat oppresseur en pays opprimé, d'un point de vue qui oblige à résoudre, non plus sur le papier mais par des actes, la question de savoir si les charges imposées par la marche au socialisme, par la révolution socialiste désormais commencée, valent que le pays accepte les situations les plus pénibles pour son existence en tant qu'Etat, pour son indépendance nationale. (...)

C'est là ce qui sépare ceux pour qui la souveraineté, l'indépendance de l'Etat — qui constitue pour toute bourgeoisie un idéal intangible et sacro-saint — est une limite infranchissable qu'on ne saurait enfreindre sans nier le socialisme, et ceux qui disent que la révolution socialiste à l'époque d'un carnage sans nom déclenché par les impérialistes pour le partage du monde, ne peut se faire sans que de nombreuses nations considérées naguère comme oppressives se voient infliger de graves revers. Et que, si pénible que ce soit pour l'humanité, les socialistes, les socialistes conscients, consentiront à toutes ces épreuves. » (id., pp.297-98)

Plus lapidairement: « Déclarer en ce moment la guerre à l'Allemagne, c'est se laisser prendre à la provocation de la bourgeoisie russe. » (id., p.114). Ceci explique la leçon que Lénine, quelques mois plus tard, tirera des événements : « Au temps de la paix de Brest, il nous fallait combattre le patriotisme. Nous disions : si tu es un socialiste, tu dois sacrifier tes sentiments patriotiques au nom de la révolution

14. Il est hors de doute que notre armée, à l'heure actuelle et dans les semaines qui viennent (et vraisemblablement dans les mois à venir), est absolument hors d'état de repousser avec succès une offensive allemande, 1° par suite de l'extrême fatigue et de l'épuisement de la majorité des soldats, étant donné l'incroyable désorganisation du ravitaillement et de la relève des troupes surmenées, etc. ; 2° par suite du très mauvais état des effectifs de chevaux, ce qui mènerait inévitablement notre artillerie à sa perte ; 3° par suite de l'impossibilité absolue de défendre le littoral entre Riga et Reval, ce qui est pour l'ennemi une chance certaine de conquérir le reste de la Livonie, puis l'Estonie et de prendre à revers une grande partie de nos troupes, et enfin de s'emparer de Péetrograd.

15. Ensuite, il est également hors de doute que la majorité paysanne de notre armée se prononcerait sans réserve à l'heure actuelle en faveur d'une paix annexionniste, et non d'une guerre révolutionnaire immédiate, car la réorganisation socialiste de l'armée, l'intégration dans ses rangs des détachements de la Garde rouge, etc., ne font que commencer.

Etant donné la démoralisation totale de l'armée, ce serait une aventure que de mener une guerre contre la volonté de la majorité des soldats ; quant à la création d'une armée socialiste ouvrière et paysanne, vraiment solide, idéologiquement ferme, elle exige à tout le moins des mois et des mois.

16. La paysannerie pauvre de Russie est capable de soutenir la révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière, mais elle n'est pas capable d'entreprendre tout de suite, à l'heure actuelle, une guerre révolutionnaire sérieuse. Méconnaître ce rapport objectif des forces de classe dans cette question serait une erreur fatale.

17. Par suite, la question de la guerre révolutionnaire se présente aujourd'hui de la façon suivante :

Si la révolution allemande éclatait et triomphait dans les trois ou quatre mois prochains, alors la tactique de la guerre révolutionnaire immédiate ne mènerait peut-être pas notre révolution socialiste à sa perte.

Mais si la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue, voici quel sera fatalement le cours des événements : de très graves défaites obligeront la Russie à conclure une paix séparée encore plus désavantageuse, et cette paix, au lieu d'être conclue par le gouvernement socialiste, le sera par quelque autre (par exemple, par le bloc de la Rada bourgeoise avec les partisans de Tchernov ou quelque chose d'approchant). Car l'armée paysanne, épuisée au dernier point par la guerre, renversera le gouvernement ouvrier socialiste dès les premières défaites, et ce serait vraisemblablement une question de semaines et non de mois.

18. Devant cette situation, ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de courir ce risque.

19. Et la révolution allemande ne sera nullement entravée, étant donné ses conditions objectives, si nous concluons une paix séparée. Il est probable que les fumées de l'ivresse chauvine l'affaibliront pour un temps, mais la situation de l'Allemagne restera extrêmement pénible, la guerre avec l'Angleterre et l'Amérique traînera en longueur, l'impérialisme agressif sera complètement et définitivement démasqué des deux côtés. L'exemple de la République socialiste des Soviets de Russie sera un modèle vivant pour les peuples de tous les pays, et la force de propagande, la force d'impulsion révolutionnaire de ce modèle sera prodigieuse. D'un côté, le régime bourgeois et la guerre de conquête, définitivement démasquée, entre deux groupes de forbans ; de l'autre, la paix et la République socialiste des Soviets.

20. En concluant une paix séparée, nous nous affranchissons, autant qu'il est *possible* de le faire à *l'heure actuelle*, des deux groupes impérialistes ennemis, en profitant de leur hostilité et de la guerre qui les empêchent de s'entendre contre nous ; nous en profitons, car nous avons ainsi pendant une certaine période les mains libres pour poursuivre et consolider la révolution socialiste. La réorganisation de la Russie sur la base de la dictature du prolétariat, sur la base de la nationalisation des banques et de la grande industrie, de *l'échange en nature des produits* entre les villes et les coopératives de consommation des petits paysans, est parfaitement possible du point de vue économique, à condition que quelques mois de travail pacifique nous soient assurés. Et cette réorganisation rendra le socialisme invincible en Russie comme dans le monde entier, tout en créant la base économique solide d'une puissante Armée Rouge ouvrière et paysanne.

21. Une véritable guerre révolutionnaire serait à l'heure actuelle la guerre de la République socialiste contre les pays bourgeois, avec pour but précis, entièrement approuvé par l'armée socialiste, le renversement de la bourgeoisie dans les autres pays. Or, il est *notoire* qu'à l'heure *présente* nous ne pouvons pas encore nous assigner ce but. Nous combattrions aujourd'hui, objectivement, pour la libération de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande. Mais aucun marxiste ne saurait nier, sans rompre avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que l'intérêt du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Notre République socialiste a fait tout ce qu'elle a pu, et elle continue à le faire pour que la Finlande, l'Ukraine, etc., puissent réaliser leur droit de libre disposition. Mais si la situation concrète est désormais telle que l'existence de la République socialiste est mise aujourd'hui en danger du fait que le droit de quelques nations (Pologne, Lituanie, Courlande, etc.) à disposer librement d'elles-mêmes est violé, il va de soi que la sauvegarde de la république socialiste prime tout.

C'est pourquoi celui qui dit : « Nous ne pouvons pas signer une paix honteuse, infâme, etc., trahir la Pologne, etc. », ne s'aperçoit pas qu'en concluant la paix à condition que la Pologne soit libérée, il ne ferait que renforcer davantage encore l'impérialisme allemand contre l'Angleterre, contre la Belgique, la Serbie et les autres pays. Une paix posant comme condition la libération de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande, serait une paix « patriotique » *du point de vue de la Russie*, mais n'en resterait pas moins une paix avec les annexionnistes, avec les impérialistes allemands.

21 janvier 1918. A ces thèses, il convient d'ajouter :

22. Les grèves de masse en Autriche et en Allemagne, puis la formation de Soviets des députés ouvriers à Berlin et à Vienne, enfin le début d'engagements armés et de conflits de rue à Berlin les 18-20 janvier, tout cela nous oblige à reconnaître comme un fait acquis que

la révolution a commencé en Allemagne. Il résulte de ce fait que nous pouvons encore pendant une certaine période retarder et faire traîner les pourparlers de paix.

Postface aux thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste⁴

Les thèses précédentes ont été lues par moi, le 8 janvier 1918, à une réunion non officielle groupant un petit nombre de militants du parti. Leur mise en discussion a montré qu'il existe trois opinions dans le parti sur cette question : près de la moitié des participants se sont prononcés en faveur de la guerre révolutionnaire (on a parfois qualifié cette opinion de point de vue «de Moscou», car le bureau de la région de Moscou de notre parti a été la première organisation qui l'ait adopté) ; puis, un quart environ partageaient l'opinion de Trotski qu'il fallait «proclamer la fin de l'état de guerre, démobiliser l'armée et renvoyer les soldats dans leurs foyers, mais sans signer la paix» ; et enfin près d'un quart des participants étaient de mon avis.

La situation qui s'est créée au sein du parti me rappelle tout à fait celle de l'été 1907, époque où l'énorme majorité des bolchéviks préconisait le boycott de la IIIe Douma, où je soutenais, avec Dan, que nous devions y participer et où cela me valait les attaques les plus acharnées pour mon opportunisme. Objectivement, la question se pose aujourd'hui d'une façon tout à fait identique : de même qu'à ce moment-là, la majorité des militants du parti, s'appuyant sur les meilleurs motifs révolutionnaires et sur les meilleures traditions du parti, se laisse entraîner par un mot d'ordre «à panache», *sans saisir la nouvelle* situation sociale, économique et politique, sans tenir compte du *changement des conditions* qui exige un changement rapide, brutal, de la tactique. Et, de même qu'alors, toute mon argumentation doit se concentrer sur cette explication : le marxisme exige qu'on tienne compte des conditions objectives et de leur modification ; il faut poser la question concrètement, en fonction de ces conditions ; le changement fondamental aujourd'hui consiste dans la création de la République des Soviets de Russie ; ce qui prime tout à la fois pour nous et *du point de vue du socialisme international*, c'est de sauvegarder cette république qui a déjà commencé la révolution socialiste ; à l'heure actuelle, le mot d'ordre de guerre révolutionnaire lancé par la Russie serait une phrase creuse et un geste vain, ou bien équivaldrait objectivement à tomber dans le piège que nous tendent les impérialistes ; ceux-ci veulent nous *entraîner* à poursuivre la guerre *impérialiste*, tant que nous sommes encore faibles, et *écraser* aux moindres frais la jeune République des Soviets.

«Je suis partisan de l'ancienne position de Lénine», s'est écrié un des jeunes Moscovites (la jeunesse est un des plus grands mérites qui distingue ce groupe d'orateurs). Et le même orateur m'a reproché de répéter, comme il a dit, les vieux arguments des jusqu'auboutistes sur l'improbabilité d'une révolution en Allemagne.

Le malheur, c'est précisément que les Moscovites veulent rester sur une vieille position *tactique* et refusent obstinément de voir qu'elle *s'est modifiée* et qu'il s'est créé une *nouvelle position objective*.

Dans leur ardeur à répéter les vieux mots d'ordre, les Moscovites n'ont même pas tenu compte du fait que nous, bolchéviks, sommes tous aujourd'hui partisans d'aller jusqu'au

⁴ Ecrit entre le 8 et le 11 (le 21 et le 24) janvier 1918. Œuvres t. 26, pp. 474-475.

bout. Car, après avoir renversé la bourgeoisie, après avoir déchiré et dévoilé les traités secrets, après avoir proposé à tous les peuples une paix véritablement...⁵

⁵ Le manuscrit s'interrompt ici.

Etat prolétarien et guerre¹

Hier

Après avoir confirmé l'alliance de guerre avec les Français, les Anglais, les Américains et les Italiens, le gouvernement démocratique bourgeois russe qui avait succédé en février 1917 au gouvernement tsariste mit au centre de sa politique, en mai et juin, la préparation de la «grande offensive» contre les armées austro-allemandes.

Sur cette ligne se trouvaient non seulement les partis qui depuis août 1914 avaient appuyé la politique de guerre du Tsar avec les mots d'ordre de défense de la patrie et d'union sacrée nationale, mais aussi les partis qui, comme les social-démocrates et les socialistes révolutionnaires, avaient au moins partiellement fait campagne contre la guerre, depuis le moment où la Russie avait mobilisé pour soutenir la Serbie, et où l'Allemagne avait répondu en mobilisant à son tour. Nous faisons allusion aux groupes qui participèrent aux conférences internationalistes en Suisse à la première, à Zimmerwald, en septembre 1915, il y avait à côté de Lénine le menchévik Axelrod; à la seconde, à Kienthal en avril 1916, il y avait les deux Comités du Parti social-démocrate russe et la fraction internationaliste du Parti Socialiste Révolutionnaire, en plus du Parti polonais, du Bund juif, etc. Après la révolution de février, ces éléments «centristes» passèrent à leur tour à une politique de social-patriotisme ouvert.

Les bolchéviks, avec Lénine et Trotsky, s'opposèrent avec la plus grande énergie à cette politique de l'offensive militaire. Dans le texte *De la révolution d'Octobre au traité de Brest-Litovsk*, Trotsky rappelle les épisodes de tout ce conflit. La campagne pour l'offensive fut une vraie campagne contre les bolchéviks, traités de défaitistes et d'ennemis de la patrie.

Le 18 juin se déroula à Pétrograd, à l'initiative du Premier Congrès Panrusse des Soviets, où les bolchéviks n'étaient pourtant qu'une petite minorité, une grandiose manifestation ouvrière, qui se traduisit par un grand succès politique pour les bolchéviks. Les masses manifestèrent pour la paix, contre la guerre et contre l'offensive.

Le gouvernement de coalition des bourgeois «cadets» (K.D.: constitutionnels démocrates) et des socialistes de droite sentait le sol trembler sous ses pieds: esclave de la bourgeoisie, ce gouvernement ne fit que précipiter l'offensive sur le front, tandis que le 19, par les avenues élégantes de Pétrograd, de petits officiers et des dames bien habillées menaient une manifestation patriotique et antibolchévique. Il en fallait plus pour intimider la force militaire allemande ou pour arrêter le prolétariat révolutionnaire. Marx aurait répété à ce moment-là: les Russes ont besoin de recevoir des coups de bâtons. Qui étaient les Russes? Le pouvoir, le gouvernement de juin 1917, les politiciens cadets social-traîtres complices des bourgeois, qu'ils définissaient dans les termes hypocrites d'«éléments aisés» pour dissimuler aux masses impatientes la collaboration de classe.

Bientôt arrivèrent du front les nouvelles des revers, de la retraite désordonnée, du refus d'obéir des troupes, de l'extermination des officiers isolés entre les mutins et l'ennemi. Le

¹ Traduction de *Programme communiste*, n° 80, 1979.

gouvernement démissionna et tandis que les socialistes de droite revendiquaient encore une fois une politique de coalition, les bolchéviks proclamaient le mot d'ordre de passage du pouvoir aux soviets.

Dès le 3 juin, dans une déclaration au Congrès, ils avaient dénoncé la politique de l'offensive comme contrerévolutionnaire, et ceci en utilisant à la fois les arguments évidents offerts par la situation du moment, c'est-à-dire la pagaille et l'insuffisance technique de l'armée et la certitude de la défaite, et les arguments politiques de principe «Les cercles contre-révolutionnaires de Russie attendent que l'offensive conduite à une concentration du pouvoir dans les mains des groupes militaro-diplomatiques, c'est-à-dire des groupes qui sont alliés à l'impérialisme anglais, français et américain».

Du 3 au 5 juillet, les bolchéviks livrèrent dans les rues une première grande bataille, mais sans parvenir à renverser le gouvernement. Lors des journées du 3 et 4 juillet, celui-ci ne pouvait plus compter sur les divisions militaires de garnison, à l'exception des élèves-officiers. Les autres divisions commençaient à passer du côté des révolutionnaires, avec à leur tête les marins de Cronstadt, qui auraient voulu l'attaquer. L'heure n'était pas encore venue; Kérensky put respirer à l'arrivée du front de quelques régiments «sûrs». La bataille ne fut pas perdue mais différée, et pendant ce temps la gauche révolutionnaire gagnait du terrain dans tout le reste de la Russie.

A la fin d'août 1917, les éléments contre-révolutionnaires profitèrent du répit pour tenter une restauration: c'est le fameux coup de Kornilov. Mais le prolétariat était devenu trop fort, tant au front que dans la capitale. Kérensky fut obligé de se donner l'air de vouloir combattre Kornilov et d'appeler les détachements de fusilliers-marins de Cronstadt: ceux-ci prirent les choses au sérieux et balayèrent en un rien de temps les kornilovistes.

L'épisode servit entre autres à démasquer le prétendu patriotisme des bourgeois. Les Allemands avançaient de façon irrésistible, et Kornilov leur avait cédé Riga, capitale de la Lettonie. L'ex-président de la Douma, Rodzianko, en vint à déclarer, par horreur de la révolution, que la chute de la flotte de la Baltique, et même de Pétrograd, aux mains des Allemands, n'était pas un grand mal. A la veille d'un nouvel hiver de guerre, le front se décomposait la section des soldats du Soviet de Pétrograd se réunissaient au cri de «Le gouvernement est incapable de défendre Pétrograd ? Eh bien, qu'on fasse la paix! Il n'est pas capable de conclure la paix, alors qu'il aille au diable !».

Le grand conflit qui conduisit les révolutionnaires à la conquête du pouvoir éclata justement sur le terrain de la guerre, à propos de la garnison de Pétrograd. Le 25 octobre, on prévoyait que le nouveau Congrès Panrusse des Soviets aurait fait sien le mot d'ordre de prise du pouvoir, et qu'il se substituerait aux ministères «parlementaires» avec le soutien des masses ouvrières de la capitale. Le gouvernement conçut alors le plan d'éloigner de la ville les deux tiers de la garnison militaire réclamée par l'Etat-major pour contribuer à endiguer l'invasion allemande. Immédiatement, les bolchéviks prirent position, et naquit ce Comité Révolutionnaire Militaire qui, en liaison directe avec le Comité Exécutif du Parti, fut l'instrument de l'action insurrectionnelle. Rentré de Finlande où il se cachait depuis les persécutions anti-bolchéviques de juillet, Lénine décida les hésitants. Les masses entrent en action : *A bas la guerre ! Tout le pouvoir de gouvernement aux Soviets !* Alors que le

gouvernement siège encore au Palais d'Hiver, les détachements militaires du Comité Révolutionnaire, qui siège à l'Institut Smolny, occupent, souvent sans lutte, les points décisifs de la ville. Au soir du 25 octobre, dans la salle où le Congrès des Soviets est réuni, on annonce: le Palais d'Hiver est pris, Kérensky est en fuite, les autres ministres sont arrêtés. La révolution a vaincu. Un dixième des délégués au congrès quittent la salle. Les Soviets assument tout le pouvoir.

Dans la commune de Léninegrad, tout comme dans celle de Paris, la révolution a vaincu en marchant dans le sens opposé à celui du front de guerre, non pas en tirant sur l'ennemi étranger dans la lutte militaire et nationale, mais en retournant les mêmes hommes et les mêmes armes contre l'ennemi intérieur, contre le gouvernement de la capitale, contre le pouvoir de classe de la bourgeoisie, «en transformant la guerre nationale en guerre civile». L'histoire ne nous en a pas donné d'autres exemples.

Le prolétariat prit donc le pouvoir et le parti bolchévik de Lénine mît en oeuvre aussitôt son postulat: mettre fin à la guerre.

Dès le 26 octobre, dans sa séance de nuit historique, le Second Congrès Panrusse des Soviets vote à l'unanimité un décret qui décide la conclusion de la paix. Le 7 novembre, le gouvernement des Commissaires du Peuple, pour son premier acte de politique extérieure, propose formellement à tous les Etats belligérants des négociations immédiates de paix. Les gouvernements alliés répondent seulement par un refus, mais par la menace ouverte: si le gouvernement russe conclut une paix séparée, ils attaqueront militairement la Russie! Le 11 novembre, le gouvernement prolétarien répond par une «Proclamation aux ouvriers, soldats et paysans ». Que disaient les bolchéviks dans cette proclamation? Ils annonçaient la paix séparée, la publication des traités diplomatiques secrets, et ils concluaient: *«En aucun cas nous ne tolérerons que notre armée verse son sang sous le fouet de la bourgeoisie étrangère»*.

La portée de cet engagement historique est incalculable. Cette déclaration est fondamentale pour analyser la situation d'aujourd'hui. On affirme qu'en Russie il y a un Etat prolétarien et que son armée se battraient en tant qu'armée prolétarienne dans la guerre contre l'Amérique. Mais l'armée d'un Etat prolétarien n'aurait pas pu se battre dans les années 1941-1945 aux côtés de cette même Amérique capitaliste, et pratiquement «sous le fouet de la bourgeoisie étrangère».

Les négociations avec les Allemands commencèrent le 9 décembre, mais c'est seulement le 25 que les Allemands formulèrent leurs propositions, qui incluaient des demandes d'annexion dignes de brigands. La délégation russe ne pouvait pas les accepter; la situation était rendue difficile par le fait que l'Ukraine n'était pas encore passée du côté des bolchéviks, et la «Rada» de Kiev signait une paix séparée avec les Allemands le 9 février. Cependant à Vienne, à Berlin, il y avait des grèves politiques, des mouvements ouvriers. Les Russes ne peuvent pas déclarer la guerre, ils interrompent les négociations en refusant de signer la paix ; mais en annonçant au monde que l'armée russe n'opposera pas de résistance à l'envahisseur, ils font appel au prolétariat allemand et à celui de tous les pays pour qu'il se dresse contre les gouvernements impérialistes et contre la guerre.

Nous avons donc eu un exemple historique de cette méthode de la non-résistance de l'Etat prolétarien à l'invasion. Entendons-nous bien. Nous n'élevons pas cet exemple au rang d'un principe général, et encore moins sur la base d'une aversion philanthropique générale contre l'effusion de sang. Nous voulons seulement rappeler que cet exemple historique n'a pas eu une conclusion défavorable. Ce sont précisément les partisans de l'Etat russe d'aujourd'hui, archimilitariste, archinationaliste, qui mobilisent pour leur campagne toutes les hypocrisies du pacifisme «en général».

Les Allemands dénoncèrent l'armistice et reprirent, avec cinq jours d'avance sur le terme, leur marche en avant. La situation était terrible. Les contre-révolutionnaires ukrainiens et finlandais, talonnés par les bolchéviks, lançaient des appels aux forces militaires allemandes. Les prolétaires révolutionnaires oscillaient entre l'indignation furieuse et l'abatement total. Dans les rangs mêmes des bolchéviks s'élevait une controverse: demander encore un traité et capituler totalement, ou tomber dans une résistance totalement désespérée? On sait que Lénine dut se donner beaucoup de mal, surtout contre Boukharine qui était «pour la guerre».

Comme toujours, et sans un instant de relâchement, Lénine gardait les yeux fixés sur le chemin de la révolution mondiale. On ne pouvait que gagner du temps en utilisant le conflit entre les impérialismes ennemis, tous également prêts à tenter d'étrangler la révolution russe. Au Congrès du Parti comme au IV^e Congrès des Soviets, ce fut la thèse de la paix qui l'emporta.

La délégation des Soviets retourna à Brest-Litovsk, elle y trouva des conditions encore plus inexorables. Elle les signa «sans même les lire». La guerre était finie.

Le 16 mars, le Congrès ratifiait la paix avec 724 voix pour, 276 voix contre et 118 abstentions : « Nous n'attendons pas un changement de ces conditions de la force des armes, mais de la révolution mondiale».

Dans sa polémique avec Kautsky, Lénine revendique ce que celui-ci considérait comme une erreur: avoir misé sur la révolution européenne et mondiale. De même que *L'Etat et la révolution* se termine brusquement par l'annonce d'Octobre 1917, de même *l'Anti-Kautsky* se termine par l'annonce de la révolution allemande à Kiel et Berlin les 9-10 novembre 1918. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis le diktat des généraux allemands, et déjà le front et la frontière de Brest-Litovsk s'écroulent.

La révolution allemande arrêtera la guerre, mais elle sera arrêtée à son tour, dans sa tentative pour se rapprocher de la dictature bolchévique, par les sbires social-traîtres. En 1919, l'Etat révolutionnaire russe, ayant réorganisé la garde rouge et l'armée, mènera la lutte sur de nouveaux fronts : Sibérie, Kouban, Don, Odessa, Arkhangelsk, etc., contre les expéditions de l'impérialisme franco-anglais, et les battra au terme d'une longue lutte sur son territoire. Il n'y aura pas de véritable guerre déclarée entre les Etats, sauf en 1920 contre la Pologne fortement soutenue par les puissances capitalistes, et cette guerre se conclura sans que Varsovie soit conquise alors que la révolution en Europe est sur le reflux.

Aujourd'hui

Depuis lors, les problèmes qui se rattachent à la Russie, à sa force militaire, et à la guerre, tournent autour de la proposition suivante: la perspective de Lénine a échoué, la révolution s'est arrêtée à la Russie. Les choses en étant là, il ne restait à l'Etat des Soviets qu'à organiser son armée de façon à combattre une expédition punitive et restauratrice du capitalisme.

En effet, en renonçant à la perspective de la diffusion de la révolution prolétarienne dans le monde, les Russes ont renoncé à développer leur propre révolution, qui pouvait attendre quelques années, comme Lénine le soutint contre Kautsky, mais qui n'avait pas ensuite d'autre choix historique que d'*avancer* ou de *reculer*. Le stalinisme est l'expression politique de ce recul.

Lénine en était arrivé à dire : «Même si l'impérialisme mondial parvenait demain à écraser le pouvoir soviétique russe, mettons par une entente des impérialismes allemand et anglo-français, même dans cette éventualité, la pire de toutes, la tactique bolchévique n'en aurait pas moins été de la plus grande utilité pour le socialisme, et aurait aidé à la croissance de l'invincible révolution mondiale».

La tactique que Lénine défend est celle qui a été effrontément trahie en 1914: aucune alliance avec aucun des deux impérialismes C'est la tactique qui fit refuser la continuation de l'alliance en 1917, et qui triompha avec l'effondrement de l'Allemagne et l'impuissance des Franco-Anglais à vaincre la Russie des Soviets.

La tactique opposée, celle des menchéviks et des cadets en 1917, celle de Staline dans la seconde guerre mondiale, n'est pas seulement défaitiste en ce qui concerne la Révolution, elle l'est aussi au sens national-militaire. C'est pour cela qu'elle resterait inexplicable si elle ne s'était pas accompagnée de la constatation du retour de l'économie intérieure sous les influences capitalistes mondiales.

En combattant la tactique de l'alliance en 1918, Trotsky avait clairement dit : «Même si la victoire avait souri à ce camp, où la Russie avait été entraînée par les manoeuvres du tsarisme et de la bourgeoisie, cela n'aurait pas encore signifié que notre pays en serait sorti victorieux. En continuant la guerre, la Russie aurait été, dans le camp victorieux de l'Entente, encore plus épuisée, encore plus dévastée qu'elle ne l'est actuellement. Les maîtres de ce camp, c'est-à-dire *l'Angleterre* et *l'Amérique*, auraient employé à notre égard les mêmes méthodes dont se servit l'Allemagne durant les tractations *de paix*. Quand on analyse la politique des pays impérialistes, ce serait une puérilité sotte et insensée que de se laisser guider par d'autres considérations que celles du pur intérêt et de la puissance brutale».

Tout ce qui s'est déroulé à partir de la seconde guerre mondiale, depuis l'immense sacrifice de vies humaines et de ressources à la cause anglo-américaine jusqu'aux pleurnicheries pacifistes sur les «agressions impérialistes» d'aujourd'hui, illustre, en substance, cette puissante perspective de Trotsky en ce lointain février 1918.

L'analyse ne peut déboucher dans l'interprétation qu'il s'agit d'un Etat-major du prolétariat qui aurait commis l'énorme erreur de croire que les pouvoirs anglo-capitalistes américains combattaient sérieusement contre l'impérialisme et pour les libertés populaires,

au point que le respect de leur allié était pour eux sacré! Ce serait une chose si énorme qu'on ne pourrait la définir autrement que comme une trahison.

L'analyse aboutit tout au contraire à démontrer que l'Etat et le gouvernement de Moscou n'expriment pas les intérêts du prolétariat russe et de la révolution mondiale, mais dépendent, depuis longtemps, des influences de l'impérialisme capitaliste: le rapport de forces qu'ils expriment n'est pas celui de la lutte de classe dans les différents pays, mais celui entre les forces économiques, diplomatiques et militaires dans le camp capitaliste.

De même que l'Etat et le régime de Moscou peuvent se trouver en conflit avec ces forces ou avec des groupes de celles-ci, de même aucun motif de nature sociale n'impose de limites aux possibilités de compromis et même de subordination de cet Etat aux centres impérialistes.

S'il existait aujourd'hui un Etat prolétarien, et s'il avait une armée comparable en efficacité à celles de la bourgeoisie, il n'exclurait pas de l'employer, si le rapport de forces l'y poussait, pour franchir les frontières et aider une révolution ouvrière ; il n'exclurait pas l'«agression» révolutionnaire. Nous ne l'entendrions pas réduire sa propagande extérieure aux ignobles mots d'ordre opportunistes : guerre évitable - lutte pour la paix - armée formée uniquement pour la guerre de défense et pour repousser l'agression!

Les Saragat et les Togliatti parlent le même langage *préléniniste, prékomintern*. Aucun des deux ne veut la guerre pour la lutte prolétarienne, mais seulement pour la *défense*. Défense de quoi ? De ce qu'ils ont défendu ensemble dans la seconde guerre, défense des régimes et des principes *bourgeois*. C'est seulement pour cela, prolétaires, qu'ils vous ont permis et vous permettront de tuer et de vous faire tuer.

**Extrait de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*¹,
1^{ère} partie (« Lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions »),
paragrapes 110 à 113.**

110. Guerre et paix

(...)

Le deuxième Congrès pan-russe des Soviets qui prit le pouvoir le 26 octobre / 8 novembre [1917] adopta, lors de la même séance, le décret sur la paix rédigé par Lénine, premier acte du nouveau pouvoir². Il propose ainsi à tous les pays en guerre l'ouverture immédiate de pourparlers en vue d'une "paix juste et démocratique". Le texte dit d'emblée ce qu'il entend par là : « Une paix immédiate, à laquelle aspire l'écrasante majorité des ouvriers et des classes laborieuses de tous les pays belligérants, épuisés, harassés et martyrisés par la guerre, une paix sans annexions (c'est-à-dire sans conquêtes de terres étrangères, sans rattachement forcé de peuples étrangers) et sans contributions de guerre ».

Dernière précision : « Par annexion ou conquête de terres étrangères, le gouvernement russe entend – conformément à l'esprit juridique de la démocratie en général et des classes laborieuses en particulier – tout rattachement d'une population petite et faible à un Etat grand ou puissant sans que cette population ait exprimé clairement, nettement et volontairement son accord et son souhait, indépendamment du moment où cette incorporation forcée a été accomplie, indépendamment aussi du degré de développement ou d'arriération de la nation rattachée par la force ou maintenue par la force à l'intérieur des frontières de cet Etat, indépendamment enfin du fait que cette nation se trouve en Europe ou dans de lointains pays d'outre-mer ».

Cette proposition concrète n'est pas une formule théorique. La position marxiste est qu'un parti prolétarien ne peut en aucun cas appuyer une annexion politique forcée ; mais elle ne consiste pas à transformer en article de programme du parti le réagencement ex-novo de toutes les populations homogènes en une nouvelle organisation politico-géographique obtenue et maintenue par consensus et sans violence. C'est pour les marxistes une utopie inconciliable avec la société capitaliste de classes, plus encore qu'avec toute autre, tandis que dans une société socialiste, le problème se pose en d'autres termes, dont la *détente* et l'extinction de toute violence d'Etat.

1 Extrait de la première partie d'un exposé de Bordiga à la réunion tenue à Naples, puis à Gênes en avril et août 1955.

2 Voir Lénine, *Œuvres*, t.26, pp.255-260.

Une proposition de ce genre *pourrait* être acceptée par les pays bourgeois, du moins ils ne peuvent la refuser pour des raisons de *principe*³, ce qui ensuite les démasquerait si – comme c’est certain – le motif de leur refus était leur appétit de brigandage impérial. Ainsi sera démontré le fait qu’une conscience juridique internationale des Etats n’existe effectivement pas et ne peut exister dans le monde actuel.

Le décret contient deux autres points fondamentaux : la renonciation à la diplomatie secrète et l’abrogation des traités, secrets ou non, signés jusqu’alors par l’Etat russe, ainsi que la proposition d’un armistice d’au moins trois mois pour le déroulement des pourparlers.

La conclusion du rapport qui commente le décret est puissante. Elle explique qu’on ne peut pas ne pas proposer de discuter avec les gouvernements et qu’on ne doit pas donner un caractère d’ultimatum à la proposition de paix "sans annexions ni contributions" afin de pouvoir engager des discussions. Mais on ne s’interdit pas pour autant de s’adresser aux peuples, aux ouvriers de tous les pays pour qu’ils renversent les gouvernements qui s’opposent à la paix. « Nous luttons contre le mensonge des gouvernements qui, en paroles, sont tous favorables à la paix et à la justice mais qui, de fait, mènent des guerres de conquête et de rapine ». Le décret loue ouvertement l’insurrection ouvrière et les mutineries dans la flotte allemande⁴. Il exclut toutefois la possibilité de terminer unilatéralement la guerre. Celle-ci ne peut se conclure que par la paix ; le décret ne prévoit pas, encore, de paix séparée.

111. Chronologie tragique

Le 7 novembre [1917], la proposition fut transmise à tous les gouvernements belligérants⁵. La réponse des alliés français, anglais, etc., ne fut pas transmise au gouvernement bolchévique mais au Quartier Général de l’armée, le 11 novembre ; c’était une claire menace d’attaquer la Russie si elle osait conclure une paix séparée avec les Allemands.

Dans son discours de conclusion, Lénine avait loyalement expliqué qu’on n’avait pas donné à la proposition d’armistice général la forme d’un ultimatum faisant peser la menace d’une

3 Cf. Edward Hallett Carr, *La révolution bolchevique*, t. III, ch. 21 : « D’octobre à Brest-Litovsk », pp. 22-23, note 17 : « Selon House [le "colonel House", principal conseiller de Wilson aux affaires étrangères], c'est « parce que la mission américaine ne put obtenir de la conférence interalliée le manifeste sur les objectifs de la guerre qui aurait permis de retenir la Russie parmi les puissances belligérantes » que Wilson commença, dès le 18 décembre 1917, à envisager de « faire lui-même une déclaration complète » (C. Seymour, *The Intimate Papers of Col. House*, III, 1928, pp. 324-325). Le 3 janvier 1918, Wilson reçut un télégramme de l’ambassadeur américain à Petrograd qui le pressait de redéfinir les objectifs de guerre, afin de tenter de persuader la Russie de poursuivre la guerre. La forme des quatorze points fut suggérée par un télégramme, du 3 janvier 1918, émanant de Sisson, représentant du comité américain des relations publiques à Petrograd ; celui-ci conseillait à Wilson de "rénoncer les objectifs de guerre et les revendications anti-impérialistes de l’Amérique, 1 000 mots ou moins, en paragraphes courts, presque en style d’affiche". »

4 Cf. Arthur Rosenberg, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Frankfurt 1955, p. 166 sq. « Dans les semaines mêmes [d’août 1917] où fut débattue au Reichstag une résolution pour la paix, une agitation se fit jour dans la flotte de guerre, qui était sans exemple dans le contexte militaire de l’Allemagne. »

5 Et annoncée par radio aux peuples des pays belligérants : « Le 18 novembre, nous commencerons les négociations de paix. Si les nations alliées n’envoient pas leurs représentants, nous mènerons les négociations seuls avec les Allemands. Nous voulons une paix générale, mais, si les bourgeois des pays alliés nous forcent à conclure une paix séparée, la responsabilité en retombera entièrement sur eux ». (cité par Carr, op. cit., p. 38).

paix séparée, mais que l'on tablait sur la lassitude des masses pour contraindre les gouvernements à traiter ; il avait encore rappelé la mutinerie féroce réprimée dans la marine allemande et les troubles en Italie après Caporetto et lors des journées de Turin⁶ : « Prenez l'Italie où cette lassitude a provoqué un mouvement révolutionnaire de longue durée qui exigeait la fin du massacre »⁷.

A la menace alliée du 11 novembre répondit une proclamation des Soviets aux ouvriers, soldats et paysans qui déclarait que jamais le pouvoir soviétique ne tolérerait que le sang « de notre armée soit versé sous le fouet de la bourgeoisie étrangère »⁸. Le gouvernement bolchévique maintint l'appel à l'armistice et l'engagement à publier tous les traités secrets.

Le 30 novembre, le gouvernement soviétique décide d'engager les négociations pour la paix avec les puissances centrales et invite sans succès les puissances occidentales à y participer. Le 2 décembre à Brest-Litovsk, débutent les négociations de la première délégation menée par Ioffé ; la conférence de paix se déroule du 22 au 28 et se conclut sur les propositions excessivement sévères et inacceptables des Allemands. Ces dates sont dans le nouveau style auquel nous nous conformerons désormais dans la mesure où, en février 1918, un décret du nouveau gouvernement l'adopta pour toute la Russie⁹.

Un armistice avec l'Allemagne avait été signé le 5 décembre. Le 9, les discussions avaient commencé et, dans un premier temps, les Allemands avaient fait mine d'accepter les bases juridiques de la paix proposées par les Russes, ce qui fit grande impression. La déclaration en ce sens de Kühlmann¹⁰ avait été faite, après de nombreux délais, le 25 décembre et entraîna à Petrograd, le 28, une grande manifestation de masse pour la paix démocratique. Mais le lendemain, la délégation Ioffé, de retour, révélait que les exigences allemandes effectives impliquaient le passage des pays baltes, de la Pologne et même de l'Ukraine sous le joug germanique.

Le 10 janvier est envoyée la deuxième délégation dirigée par Trotsky et de nouvelles longues séances s'engagent pour s'achever le 10 février.

La situation se compliqua à cause d'une délégation de la Rada ukrainienne de Kiev qui, voulant afficher son indépendance à l'égard de la nouvelle République russe se comportait en fantoche aux mains de l'Allemagne ; le 9 février, alors que son pouvoir était devenu de plus en plus fictif, elle signait une paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche.

Le jour suivant, les Russes disent ne pouvoir accepter ces clauses exorbitantes et se retirent en déclarant qu'ils mettront malgré tout fin à la guerre en démobilisant l'armée.

6 Caporetto : défaite cinglante de l'Italie face à l'offensive des puissances centrales en octobre 1917, avec d'importantes retombées intérieures (cf. note). Journées de Turin : en août 1917, actions anti-militaristes des ouvriers, qui appelèrent à la grève générale.

7 *Œuvres*, t.26, pp. 263-264.

8 Cf. Trotsky, *Ma vie*.

9 Le nouveau calendrier (grégorien) – le "nouveau style" comme on l'appelait en Russie – était en avance de 13 jours sur l'ancien, de sorte qu'au 31 janvier 1918 du "style ancien" succéda le 14 février du nouveau style.

10 Ministre des affaires étrangères d'août 1917 à juillet 1918, il représenta le gouvernement allemand aux négociations de Brest-Litovsk.

On espérait une réaction des prolétaires d'Allemagne et d'Autriche ; on espérait que l'armée allemande ne poursuivrait pas son invasion. Mais il n'en fut rien. Cinq jours après la dernière séance, le général Hoffmann¹¹, violant ainsi le terme convenu de sept jours, proclama l'expiration de l'armistice et reprit les opérations. Le front russe se désagrégea totalement. Les contre-révolutionnaires finlandais et ukrainiens en appelèrent aux baïonnettes allemandes pour résister aux bolcheviks qui les avaient écrasés. Petrograd était gravement menacée. Le 19 février, le gouvernement russe déclare à la radio qu'il est prêt à signer n'importe quelle paix dictée par l'Allemagne, laquelle ne marque pas de pause et ne communique que le 23 les nouvelles terribles conditions. Le 28 février, la troisième délégation dirigée par Sokolnikov¹², arrive à Brest-Litovsk ; le 3 mars 1918, la paix par strangulation est finalement signée. L'Estonie, la Lettonie et la Pologne passent sous la coupe de l'Allemagne, l'Ukraine devient un Etat vassal, la Russie doit payer une indemnité. Mais au cadran de l'histoire, tout cela était voué à ne durer que quelques mois, jusqu'à l'effondrement allemand en novembre et à l'armistice général avec les vainqueurs occidentaux. L'essentiel était que la crise de Brest-Litovsk avait affaibli intérieurement l'Allemagne et non la Russie.

112. La grave crise dans le parti

Durant les terribles péripéties de Brest, un profond désaccord était apparu dans le parti. Un courant, dit des communistes de gauche, qui trouvait un appui dans l'attitude de la *droite* de la coalition gouvernementale, à savoir chez les socialistes-révolutionnaires¹³, se prononça contre la paix séparée et surtout contre l'acceptation de conditions aussi sévères. Une fois le pouvoir aux mains des travailleurs, affirmaient-ils, la guerre n'est plus celle des impérialistes et des opportunistes mais une guerre révolutionnaire, une guerre sainte ; il fallait la levée en armes de tout le peuple russe – signer le traité apparaissant aux prolétaires de l'étranger comme une trahison de l'Internationale – et plutôt succomber dans la lutte en perdant le pouvoir et l'acquis de la révolution si les forces prolétariennes russes étaient écrasées sur le champ de bataille.

11 Voici ce que dit Trotsky à son propos : « Plus nous mettions de précision à formuler nos questions, plus Hoffmann prenait le pas sur Kühlmann. Tous deux, et le général surtout, ne cherchaient même plus à dissimuler leur antagonisme. Lorsque, dans une réplique à une des attaques habituelles de Hoffmann, je mentionnai sans arrière-pensée le gouvernement allemand, le général m'interrompt d'une voix rauque de colère :

-Je représente ici non pas le gouvernement allemand mais le haut commandement de l'armée allemande ! Cela tinta comme un jet de pierre dans une vitre. (...)

Il eût été, bien entendu, naïf de s'exagérer la profondeur des dissentiments qui existaient entre la diplomatie et le chef militaire. Kühlmann cherchait à démontrer que les régions occupées avaient déjà « disposé d'elles-mêmes » en faveur de l'Allemagne, par l'intermédiaire de leurs organes nationaux plénipotentiaires. Hoffmann, de son côté, expliquait qu'en l'absence de tels organes plénipotentiaires dans les régions occupées, il ne pouvait être question pour les troupes allemandes de les évacuer. Les motifs donnés étaient diamétralement opposés; la conclusion pratique était la même. » (Trotsky, *Ma vie*)

12 Sokolnikov (1888-1939) prend la relève de Trotsky à la tête de la délégation russe.

13 C'est au lendemain de la révolution d'octobre, à la réunion du deuxième congrès pan-russe des soviets qu'a lieu la scission du parti socialiste-révolutionnaire. La fraction de gauche, largement majoritaire, soutient le gouvernement bolchevique jusqu'en mars 1918. La signature du traité de Brest-Litovsk met fin à cette alliance.

Lénine se dressa contre cette position avec une constance et une résolution inflexibles, et, à certains moments, presque seul comme il le fut souvent. Son argument fondamental était la confiance dans la révolution européenne à laquelle on devait accorder le crédit d'une attente plus longue que quelques semaines ou mois¹⁴, en consentant à toutes les concessions nationales pour être au pouvoir à la fin de la guerre, même si l'on devait, comme ce fut le cas, déplacer la capitale à Moscou¹⁵.

Comme nous l'avons fait ailleurs, rappelons que, lorsque les échos de ce tragique débat parvinrent en Europe et que nombre de ceux qui passaient pour être à gauche s'enthousiasmaient à l'idée d'une guerre antiallemande du désespoir, la gauche du parti italien, malgré l'absence presque totale d'informations, épousa la thèse de Lénine et la défendit dans *l'Avanti!* et dans *l'Avanguardia* de la jeunesse avec la même force que lorsqu'elle s'était solidarisée avec la dispersion de la Constituante et la formidable croisade contre les opportunistes et les traîtres à l'intérieur et hors de la Russie, confiant ainsi aux travailleurs d'Europe et d'Italie la charge d'étouffer et d'enterrer la guerre en repoussant le fanatisme patriotique qui faisait rage dans le sillage de l'interventionnisme traître et anti-allemand.

La délégation Trotsky rentra, informant de son refus de signer la paix le 10 février¹⁶. Mais déjà, le 21 janvier, la question avait été discutée lors d'une conférence de 63 bolcheviks à laquelle Trotsky avait été convié. La thèse de Lénine, signer la paix telle que la voulaient les Allemands, fut battue, ne recueillant que 15 voix. La thèse ni guerre ni paix de Trotsky en eut 16. La majorité absolue, 32 voix, approuva la thèse Boukharine, favorable au refus de signer et à la proclamation d'une guerre révolutionnaire. Le 24 janvier, la discussion revint devant le Comité Central du Parti. Lénine proposa de ne pas refuser de signer mais de faire durer les pourparlers : 12 oui, 1 non. Trotsky maintint sa proposition : refus de signer, démobilisation, qui recueillit 9 oui et 7 non.

Le 25 janvier, la discussion se poursuit lors d'une réunion commune avec les *S-R de gauche*. La majorité décide de soumettre la formule "ni guerre ni paix" au Congrès des Soviets.

Le 10 février, on l'a dit, la délégation qui a défendu cette orientation, contre l'avis de Lénine mais pas contre celui de la majorité, rentra. Krilenko qui exerçait le haut commandement ordonna la démobilisation. Sur le plan technique, la situation militaire était si évidente que personne ne s'y opposa.

Quand on apprit que les Allemands, après une conférence présidée par le Kaiser Guillaume à Hambourg, avaient repris leur offensive, le Comité Central se réunit de nouveau le 17 février.

14 Lénine, *Œuvres*, t.27, p.90-95. « Or, c'est là précisément que commence le divorce avec la situation objective de la Révolution russe, qui n'a fait que profiter d'une défaillance momentanée de l'impérialisme international, la machine s'étant momentanément enrayée, (...) et la machine s'était enrayée parce que les deux groupes de rapaces s'affrontaient. (...) Si l'on envisage les choses à l'échelle mondiale, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir. Si le Parti bolchévik a pris seul l'affaire en main, c'est avec la conviction que la révolution mûrit dans tous les pays (...) La révolution allemande a le malheur de ne pas aller aussi vite. Mais lequel de nous deux doit compter avec l'autre ? Vous avez voulu qu'elle compte avec vous, mais l'histoire vous a infligé une leçon. Oui, une leçon, parce que c'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus (...). »

15 Petersbourg étant sous la menace d'une offensive de l'armée allemande.

16 Cf. Annexe 2.

La proposition allemande de reprendre les négociations fut rejetée par 6 voix contre 5¹⁷. Il n'y eut aucune voix pour la guerre révolutionnaire mais seulement l'abstention de Boukharine, Ioffé et Lomov.

Lors de la longue séance du 18 février, Lénine et Zinoviev furent, dans un premier temps, favorables à la signature, Trotsky et Boukharine au refus, et l'offre de traité fut repoussée par 7 voix contre 6 ; plus tard fut décidé l'envoi d'un télégramme qui proposait la paix aux conditions anciennes, ou même modifiées, avec l'accord de Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Trotsky, Zinoviev, Sokolnikov, 5 voix contre et une abstention¹⁸. La réponse arriva le 23. Le Comité Central vota l'acceptation par 7 voix contre 4, celles de Boukharine, Boubnov, Ouritsky et Lomov¹⁹. On vota néanmoins la préparation à la guerre révolutionnaire. Le 3 mars, la paix est signée.

Les 6-9 mars, la polémique éclata violemment au septième Congrès du Parti et l'acceptation de la paix de Brest fut approuvée contre la ferme opposition de la fraction Boukharine. La motion de Lénine²⁰ recueillit 30 voix contre 13 non et 4 abstentions²¹. C'est à

17 « Lorsque la nouvelle parvint de la reprise des hostilités, le 17 février, Lénine proposa aussitôt d'offrir aux Allemands la réouverture des négociations », proposition repoussée par une mince majorité. « La même majorité de six contre cinq adopta la proposition de « remettre la réouverture des négociations de paix jusqu'à ce que l'offensive allemande soit suffisamment flagrante, et que son influence sur le mouvement ouvrier apparaisse ». Lénine posa enfin la question cruciale : ferait-on la paix si l'armée allemande avançait et si aucune révolution ne se produisait en Allemagne et en Autriche ? Alors Trotsky faiblit, se rallia à Lénine, qui obtint ainsi une majorité de six voix contre un « non » (Joffé) et quatre abstentions. » (Carr, op. cit., pp. 50-51)

18 « (...) dans la soirée, la nouvelle parvint de l'avancée allemande (...); la motion recommandant de rencontrer les Allemands avec l'intention de souscrire aux termes d'abord proposés par eux, et de demander de nouvelles négociations, fut adoptée par sept voix contre cinq. Cette proposition fut soumise au Sovnarkom dans la nuit même. Les commissaires bolcheviques, liés par la décision du comité central, adoptèrent le projet à une majorité massive ; des sept S. R. de gauche présents, quatre votèrent avec les bolcheviks, mais ils furent par la suite désavoués par leur parti. Un télégramme d'acceptation fut immédiatement expédié à Brest-Litovsk. » (Carr, op. cit., p.51)

19 « Ce n'est que le 23 février 1918 au matin que la réponse allemande parvint à Moscou. Les conditions des Allemands étaient plus dures que les premières ; ils demandaient que le gouvernement soviétique retire ses troupes d'Ukraine et fasse la paix avec la Rada ukrainienne, que la Livonie et l'Estonie soient évacuées par les Russes pour être occupées par les Allemands jusqu'à ce que l'ordre y soit rétabli. La bataille reprit au comité central le jour même. Lénine, pour la première et la dernière fois, lança un ultimatum : si la « politique de phraséologie révolutionnaire » se poursuivait, il démissionnerait du gouvernement et du V. Ts. I. K. Il fallait choisir, si dur que cela fût. (...) Au moment du vote crucial, Trotsky, Joffé, Krestinsky et Dzerjinsky s'abstinrent ; la motion de Lénine sur l'acceptation des conditions allemandes fut donc adoptée par sept voix (Lénine, Zinoviev, Sverdlov, Staline, Sokolnikov, Smilga, Stasova) contre quatre (Boukharine, Lomov, Boubnov et Ouritsky). » (Carr, op. cit., pp. 51-52)

20 « Résolution sur la guerre et la paix », *Œuvres*, t.27, pp.115-116 : « Le congrès estime nécessaire de ratifier le traité de paix infiniment dur et humiliant signé par le pouvoir des Soviets avec l'Allemagne, cela étant donné l'absence d'armée, l'extrême démoralisation des unités du front et la nécessité de tirer parti de toute possibilité de trêve, même la plus minime, avant l'offensive de l'impérialisme contre la République socialiste des Soviets. (...) Le congrès voit la garantie la plus sûre de la consolidation de la révolution socialiste qui a triomphé en Russie, uniquement dans sa transformation en une révolution ouvrière internationale. »

21 « Le septième congrès du parti se réunit le 6 mars 1918 et les vieux arguments furent répétés une fois de plus de part et d'autre. (...) Pour la dernière fois, Trotsky exprima son désaccord avec Lénine, mais refusa

ce congrès que le Parti prit le nom de communiste (bolchévique) suivant la proposition de Lénine un an auparavant.

Au troisième Congrès des Soviets²², la question revient sur le tapis et cette fois les S.R. de gauche sont eux aussi dans l'opposition ; les 15-17 mars, la coalition est défaite et ces derniers passent à l'opposition la plus résolue contre le gouvernement bolchévique. La composition du gouvernement est modifiée : Tchitcherine est commissaire aux affaires étrangères, Trotsky à la guerre.

113. L'appréciation de Lénine

Les écrits de Lénine fustigent avec force l'attitude de cette "gauche" qui voulait le rejet de toute paix et la guerre sainte aux Allemands. L'opposition avait conquis l'organisation du parti à Moscou et, le 24 février, vota la défiance envers le Comité Central. Lénine qualifia cette position d'"étrange et monstrueuse"²³. Les gauchistes devaient admettre que cette guerre aurait été sans espoir et que par la suite les Allemands l'auraient emporté en reprenant leur progression, avec pour conséquence la chute du pouvoir soviétique. Ils avaient répondu que cette éventualité était préférable au déshonneur de subir la contrainte impérialiste allemande. Lénine démontre qu'il s'agissait là d'une position désespérée et que signer une paix pesante et effroyable avec l'impérialisme germanique n'était en rien du défaitisme à l'égard de la révolution internationale ; sa prévision que la révolution surmonterait cette terrible épreuve aura, encore une fois, valeur de prophétie.

Toutefois, jamais Lénine n'a condamné *en principe* la guerre révolutionnaire. Le 22 février, quelques jours avant l'article que nous venons de citer, il avait rédigé un appel pour la défense révolutionnaire auquel les *Œuvres* donnent le titre – nous ne savons pas s'il est d'origine – : *La patrie socialiste est en danger !*²⁴, formule dont on a tant abusé en 1942. Toutes les dispositions sont évoquées pour la résistance à l'envahisseur au cas où celui-ci renverrait la délégation déjà partie signer la paix et poursuivrait délibérément son avancée dans le pays.

Mais dans les écrits ultérieurs, en préparation du VII^e Congrès, Boukharine et ses amis sont sévèrement stigmatisés sur la base d'une description détaillée de la situation réelle.

La fin de la guerre était un objectif fondamental, peut-être le plus vital, d'une très longue lutte qui durait depuis 1914 et en un sens depuis 1900. Il était indispensable que ce point d'appui soit à tout prix maintenu : fin de la guerre impérialiste et tsariste, anéantissement de la trahison sociale-chauvine ; c'était un point d'appui tant pour la révolution russe que, par-dessus tout, pour la révolution internationale. Les luttes et les guerres civiles ne manqueraient pas pour la défense de la révolution et des victoires d'Octobre ; Lénine le savait et le déclara nettement.

de voter contre lui. Le résultat était facile à prévoir. La motion présentée par Lénine fut adoptée par 28 voix contre 9. » (Carr, op. cit., p. 53)

22 Il s'agit en fait du 4^{ème} congrès (le 3^{ème} s'était tenu en janvier) : « Après deux jours de débat houleux, au cours desquels six groupes d'opposition présentèrent des motions, le quatrième congrès pan-russe des soviets adopta par 784 voix contre 261 la motion gouvernementale de ratification du traité » (Carr, op. cit., p. 53-54).

23 Cf. *Œuvres*, t.27, pp.63-71.

24 Ibid., pp. 25-27.

Mais Brest fut une étape sur le chemin qui devait mener de la guerre impérialiste à la guerre civile dans tous les pays, comme le proclama le marxisme révolutionnaire en 1914 et même avant. Avec Spartacus, le prolétariat allemand démontra en 1918, à la fin de cette année terrible, qu'il avait compris l'engagement contracté à la suite du supplice imposé par la "paix ignominieuse" à laquelle le bolchévisme et Lénine eurent l'immense courage d'apposer délibérément leur signature lors de ce 3 mars historique. Ce fut la contrepartie triomphale du contrat, que l'histoire mit aussitôt sur le tapis.

Au moment de Brest, la révolution progressait glorieusement en Europe. Sur sa trajectoire politique révolutionnaire, le pouvoir russe d'Octobre, seul, en tenait bien en main le drapeau rouge sous les hourras unanimes.

ANNEXE 1. LA SITUATION DANS L'HIVER 1917-18²⁵.

La situation semblait justifier la conviction bolchevique qu'il existait entre les puissances belligérantes une fondamentale communauté d'intérêts, plus profondément ancrée que les conflits passagers qui les liguaient contre le bolchevisme. Dans l'hiver 1917-18, Lénine et Trotsky étaient fermement convaincus que l'Allemagne et la Grande-Bretagne, persuadées l'une comme l'autre de l'impossibilité de gagner la guerre, allaient probablement trouver une façon de régler le conflit, et de se dédommager aux dépens de la Russie. (p. 35)

[Note 57] J. Sadoul rapporte l'opinion de Lénine dans ses *Notes sur la révolution bolchevique*, 1919, p. 191²⁶. Trotsky déclara au 3^e congrès pan-russe des soviets que la politique allemande à Brest-Litovsk « a, nous en sommes profondément convaincus, l'approbation tacite de Londres » ; il poursuivit : « L'impérialisme anglais comprend parfaitement qu'il ne peut pas vaincre l'Allemagne, et il offre à l'impérialisme allemand une compensation aux dépens de la Russie, afin de le rendre plus souple dans ses négociations avec ses homologues britannique et français... Wilson, Kühlmann, Lloyd George et Clemenceau ont tous le même but » (*Tretii Vserossiiskii S'ezd Sovetov*, 1918, pp. 54-55). L'idée que l'Allemagne et les Alliés allaient s'entendre aux dépens de la Russie fut peut-être inspirée en partie par cette notion que c'était là la démarche naturelle des puissances capitalistes lorsqu'elles avaient à faire face à une révolution prolétarienne. Mais elle était fortement étayée par des faits, bien connus à l'époque, et oubliés par la suite, lorsque les événements prirent une autre direction. Au cours de l'hiver 1917-1918, la situation intérieure en Allemagne devint grave ; les pertes militaires françaises et les pertes navales anglaises devinrent alarmantes pour l'opinion informée des deux pays ; on ne pouvait guère espérer avant juillet 1918 une aide américaine dont on ignorait encore la quantité et la qualité. Les chefs politiques européens commencèrent à envisager une paix de compromis. Il devenait de plus en plus clair, après l'été 1917, que la Russie n'était plus une alliée efficace ; et la révolution d'Octobre et le traité de Brest-Litovsk donnèrent le coup de grâce au front oriental. Kühlmann, qui avait été nommé ministre allemand des affaires étrangères en août 1917, prit contact avec Briand (qui était alors sans portefeuille), par l'entremise d'émissaires belges, dans le mois qui suivit ; Briand était personnellement favorable à des conditions qui donneraient à la France satisfaction à l'ouest. Le Foreign Office britannique niait alors avoir connaissance d'une prétendue conférence en Suisse des « banquiers » alliés, qui préparaient une paix avec l'Allemagne aux dépens de la Russie (*The Times*, 15 septembre 1917). Wickham Steed, rédacteur de la page étrangère du *Times*, qui était au courant de ces contacts avec Briand et qui était lui-même en relation avec de nombreux courants d'opinion européens, écrivit dans

²⁵ Extraits de Carr, op. cit.

²⁶ « Comme Trotzky, Lénine est convaincu (...) que des pourparlers sont engagés entre l'Allemagne et l'Angleterre. Convaincues de l'impossibilité d'arriver avant épuisement complet à la victoire, l'Allemagne et l'Angleterre seraient disposées à s'arranger économiquement sur le dos de leurs alliés respectifs, territorialement et économiquement aux dépens de la Russie, qui serait partagée en zones d'influence et politiquement matée. Les puissances impérialistes alliées et ennemies sentent le danger que présenterait pour elles l'existence d'une grande république orientale à tendances profondément socialistes. L'exemple serait contagieux. N'est-il pas dans la logique des choses que les capitalistes de Berlin et de Londres cherchent à écarter ce péril angoissant pour l'avenir et s'efforcent d'[un commun] accord d'écraser le bolchevisme naissant ? » (Jacques Sadoul, op.cit., p.191).

une lettre personnelle datée du 28 octobre 1917 : « Le danger le plus sérieux, c'est qu'en France et ici les politiciens et le public ne mordent trop à l'affaire de l'Alsace-Lorraine et de la Belgique. C'est ce que Kühlmann veut, parce qu'en politique allemande c'est un « pro-oriental », qui est prêt à sacrifier beaucoup à l'ouest pour s'assurer sa liberté d'action à l'égard de la Russie et de l'est²⁷ » (*The History of the Times*, IV, 1952, I, p. 335). On trouvera un compte rendu de ces négociations, qui échouèrent en raison de l'intransigeance allemande à propos de l'Alsace-Lorraine, dans D. Lloyd George, *War Memoirs*, IV, 1934, pp. 2081-2107. Le 29 novembre 1917, trois semaines après la révolution bolchevique, le Daily Telegraph publiait la fameuse lettre par laquelle Lansdowne conseillait une paix de compromis. Cette solution, bien que critiquée par le *Times* et le *Morning Post*, remportait de nombreux suffrages. Le 28 décembre 1917, Lloyd George informait C. P. Scott, directeur du Manchester Guardian, qu'il était « d'humeur très pacifiste » et que, « dans le cabinet de guerre, il y a une forte tendance à la paix » ; il donna à Scott l'impression qu'il « penchait vers le plan de compenser l'Allemagne à l'est pour les concessions faites à l'ouest » (J.L. Hammond, *C.P. Scott of the Manchester Guardian*, 1934, pp. 219-220, 232). Le 5 janvier, il fit sa déclaration sur les objectifs de la guerre devant le congrès des syndicats ; dans cette déclaration, un passage assez obscur faisait allusion aux « négociations séparées avec l'ennemi commun » menées par les Soviétiques, pour conclure que « la Russie ne peut être sauvée que par son peuple ». Trois jours plus tard vinrent les « quatorze points » de Wilson, qui monopolisèrent l'attention pour un certain temps. Mais, au début d'avril 1918, après l'offensive allemande de mars, on rapporte qu'il y eut d'autres discussions entre Milner, Haldane, Lloyd George et les Webbs sur une « paix négociée avec l'Allemagne aux dépens de la Russie » (*The History of the Times*, IV, 1952, I, p. 360 ; cette information vient de Clifford Sharp, qui la tenait des Webbs, et qui ajoute que ceux-ci la tenaient de Huysmans, le socialiste belge, lequel la dénonçait comme « trop infâme, même pour Scheidemann »). Le retournement de situation sur le front ouest en été 1918 fit oublier ces projets. Mais certains furent sans doute connus, d'autres devinés par les leaders soviétiques (...). (pp. 35-37)

²⁷ Allusion au fait que Richard von Kühlmann né à Istanbul, était membre d'une famille d'industriels, annoblie sur le tard, propriétaire entre autres de la compagnie des *Chemins de fer Orientaux* dans la partie européenne de l'Empire ottoman. (NdE)

ANNEXE 2. DE LA SIGNATURE À LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE BREST-LITOVSK : LE QUATRIÈME CONGRÈS PAN-RUSSE DES SOVIETS (MARS 1918)²⁸.

Trotsky, qui n'était pas encore convaincu et qui était moins réaliste que Lénine dans l'appréciation de l'attitude alliée, fit une autre tentative. Le 5 mars 1918, le jour où la délégation revint de Brest-Litovsk, il vit encore Robins²⁹, qui lui demanda un document écrit, à envoyer à Washington. Ce document, rédigé par Trotsky et approuvé par Lénine, comprenait trois questions qui portaient sur l'éventualité d'une non-ratification du traité et d'une reprise des hostilités avec l'Allemagne.

1. Le gouvernement soviétique peut-il compter sur l'aide des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la France, dans sa lutte contre l'Allemagne ?

2. Quel type d'aide les Alliés pourraient-ils fournir dans l'avenir immédiat et à quelles conditions : équipement militaire, transports, denrées ?

3. Quel type d'aide serait apporté particulièrement et spécifiquement par les Etats-Unis ?

Deux autres questions, formulées en des termes moins officiels, portaient sur des cas concrets. Si le Japon s'emparait de Vladivostok, quelles mesures les Alliés, et en particulier les Etats-Unis, envisageaient-ils de prendre ? Y avait-il des possibilités de recevoir une aide de la Grande-Bretagne par Mourmansk et Arkhangelsk ? Il était explicitement stipulé que ces questions étaient posées dans le cadre d'une situation où « la politique intérieure et extérieure du gouvernement soviétique sera toujours élaborée en accord avec les principes du socialisme international, et où le gouvernement soviétique conserve une pleine indépendance à l'égard de tous les gouvernements non socialistes ». Le même jour, Trotsky posa des questions identiques, oralement et sous une forme moins précise, à Lockhart³⁰, qui les transmet à Londres par télégramme³¹. Afin de permettre à Londres et à Washington d'examiner ces propositions, Lénine accepta, à la requête pressante de Robins, de repousser du 12 au 14 mars l'ouverture de la session du congrès pan-russe des soviets, qui devait ratifier le traité³².

Avant que le document de Trotsky ne parvienne à Washington, le président Wilson avait adressé au quatrième congrès pan-russe des soviets, le 11 mars 1918, un télégramme de

28 Extraits de Carr, op. cit., pp.59-60.

29 Le colonel Raymond Robins dirigeait la mission de la Croix-Rouge américaine à Moscou, dont Wilson était le président.

30 Lockhart était un diplomate et membre des services de renseignement britanniques. En mars 1918, il tenta de provoquer l'entrée en guerre du Japon contre la Russie bolchevique dans l'espoir de créer ainsi les conditions pour une reprise de la guerre entre la Russie et les empires centraux ; dans la même période, il aurait fomenté un attentat contre Lénine. (cf. *Wikipedia*, article « Bruce Lokhart », version anglaise ou allemande – NdE.)

31 [Note 120 de Carr.] On trouvera la déclaration de Trotsky à Robins, et le compte rendu par Lockhart de sa conversation avec Trotsky dans *Russian-American Relations*, éd. C. K. Cummings et W. Pettit, New York, 1920, pp. 81-84. Cette version de la déclaration de Trotsky est rapportée dans le *Congressional Record* ; une traduction différente se trouve aux Archives nationales des Etats-Unis, *Record Group 84 ; Ambassade des Etats-Unis, Moscou, 1918, Correspondance*. On n'a pas retrouvé l'original russe.

32 [Note 121 de Carr.] Le témoignage de Robin se trouve dans *United States Senate : Sub-Committee on the Judiciary, Brewing and Liquor Interests and German and Bolshevik Propaganda*, 1919, III, p. 805.

courtoisie, dont les termes affables n'atténuèrent pas la teneur : « Le gouvernement des États-Unis n'est malheureusement pas en mesure actuellement d'apporter l'aide directe et pratique qu'il aurait souhaité donner »³³. Dans les sphères officielles de Washington, on considérait ce message comme une réponse satisfaisante aux ouvertures faites par Trotsky, qui les embarrassaient. A Londres, Lockhart n'avait pas davantage obtenu d'engagement de la part du Foreign Office ; et Balfour, dans un discours délibérément obscur, prononcé aux Communes le 14 mars 1918, avait à l'avance justifié l'intervention japonaise et alliée, destinée à « aider la Russie ». Deux jours plus tard, le quatrième congrès pan-russe des soviets approuvait la ratification du traité. On raconte qu'avant de prononcer le discours qui devait persuader le congrès de ratifier le traité, Lénine appela Robins à la tribune, et lui demanda s'il avait une réponse de Washington, puis si Lockhart en avait une de Londres. La réponse fut négative dans les deux cas, et le traité fut ratifié à une large majorité³⁴.

33 [Note 123 de Carr.] *Foreign Relations of the United States, 1918 : Russia*, I, 1931, pp. 395-396.

34 [Note 124 de Carr.] W. Hard, *Raymond Robin's Own Story*, New York, 1920, pp. 151-152.